

Rapport de gestion

CORPORATION FIERA CAPITAL

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018



FIERACAPITAL

Table des matières

Mode de présentation	1
Déclarations prospectives.....	2
Vue d'ensemble de la Société	3
Événements importants	3
Vue d'ensemble des marchés et de la conjoncture économique.....	4
Sommaire du rendement du portefeuille	6
Principales tendances des actifs sous gestion et des produits.....	7
Points saillants du trimestre clos le 30 juin 2018	9
Résultats financiers	12
Résultats d'exploitation et performance globale.....	15
Sommaire des résultats trimestriels	29
Situation de trésorerie et sources de financement.....	30
Contrôles et procédures.....	40
Instruments financiers	41
Gestion du capital	41
Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations.....	41
Nouvelles normes comptables	41
Mesures non conformes aux IFRS	45
Facteurs de risque.....	50

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Le présent rapport de gestion, daté du 10 août 2018, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (la « Société » ou « Fiera Capital ») pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes au 30 juin 2018 ainsi que pour le trimestre clos à cette date.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes de Corporation Fiera Capital et de ses filiales. Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une entité émettrice lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte au moment d'évaluer si la Société contrôle ou non une autre entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et sont déconsolidées à partir de la date à laquelle elle en perd le contrôle. Les transactions intersociétés ainsi que les soldes provenant de telles transactions avec les filiales et parmi celles-ci sont tous éliminés à la consolidation.

La participation ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres des filiales est présentée séparément dans les états consolidés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres.

Les méthodes comptables des filiales sont modifiées, s'il y a lieu, avant que la Société acquière une entreprise afin d'en assurer la cohérence avec celles qu'elle a adoptées.

Après la date d'acquisition, la quote-part revenant à la Société du résultat net d'une coentreprise est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net. Les fluctuations cumulatives postérieures à l'acquisition sont prises en compte dans la valeur comptable du placement.

À moins d'indication contraire, les montants sont présentés en dollars canadiens. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis. Certaines données comparatives ont été reclassées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

MODE DE PRÉSENTATION

La Société dresse ses états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à la *Norme comptable internationale* (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'*International Accounting Standards Board* (l'« IASB »). Par conséquent, ils n'incluent pas l'ensemble des informations à fournir pour les états financiers consolidés annuels selon les *Normes internationales d'information financière* (les *International Financial Reporting Standards*, ou « IFRS »). Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à celles utilisées par la Société dans ses états financiers au 31 décembre 2017 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes, interprétations et modifications décrites à la note 3. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

Le présent rapport de gestion doit aussi être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, qui décrivent les méthodes comptables ayant servi à leur établissement.

La Société présente le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA »), le BAIIA ajusté, le BAIIA ajusté par action, la marge du BAIIA ajusté, le résultat net ajusté¹⁾ et le résultat net ajusté par action¹⁾ comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La définition de ces mesures non conformes aux IFRS et le rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables sont présentés à la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* du présent rapport de gestion.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreux hypothèses, incertitudes et risques inhérents, tant généraux que particuliers, ainsi que le risque que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Société ne garantit donc pas que ses déclarations prospectives se réaliseront et elle conseille aux lecteurs de ne pas s'y fier indûment, puisque les résultats et faits réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions qui y sont exprimées en raison d'importants facteurs dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs comprennent, notamment, la capacité de Fiera Capital de maintenir sa clientèle existante et d'attirer de nouveaux clients, le rendement de ses placements, sa dépendance vis-à-vis de grands clients, sa capacité de recruter du personnel clé et de le conserver, sa capacité de réussir l'intégration des entreprises dont elle fait l'acquisition, la concurrence dans son secteur d'activité, sa capacité de gérer les conflits d'intérêts, la conjoncture économique défavorable au Canada et dans le reste du monde (notamment par suite de replis des marchés des capitaux), les fluctuations des taux d'intérêt et cours du change, les sanctions imposées par les autorités de réglementation ou le tort pouvant être fait à sa réputation par suite d'erreurs ou de l'inconduite de membres de son personnel, les risques liés aux questions réglementaires et aux litiges et la capacité de Fiera Capital de gérer ces risques, le manquement par des tiers à leurs obligations vis-à-vis de Fiera Capital et de ses sociétés affiliées, les actes de la nature et autres cas de force majeure, l'évolution des lois et règlements au Canada et ailleurs, notamment en matière de fiscalité, l'incidence et les conséquences de l'endettement de Fiera Capital, la dilution éventuelle du capital social et les autres facteurs décrits sous la rubrique *Facteurs de risque* du présent rapport de gestion ou dans d'autres documents déposés périodiquement par la Société auprès des autorités compétentes en valeurs mobilières. Ces déclarations prospectives sont faites en date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage nullement à les actualiser ou à les réviser à la lumière de nouveaux événements ou circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières.

¹⁾ La définition du résultat net ajusté a été modifiée et certaines données comparatives ont été retraitées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS*, à la page 45.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ

Corporation Fiera Capital (« Fiera Capital » ou la « Société ») a été constituée en tant que Fry & Company (Investment Management) Limited en 1955 en vertu des lois de la province d'Ontario. La Société est un gestionnaire de portefeuille mondial qui propose une gamme complète de solutions de placement traditionnelles et non traditionnelles, y compris une profonde expertise en répartition d'actifs. La Société offre des conseils en placement et des services connexes aux investisseurs institutionnels, à des clients en gestion privée et à des investisseurs au détail. Aux États-Unis, les services de conseils en placement sont offerts par deux sociétés américaines liées à la Société, soit Fiera Capital Inc. et Bel Air Management, LLC, qui sont inscrites à titre de conseillers en placement auprès de la *U.S. Securities and Exchange Commission* (« SEC »). Fiera Capital (UK) Limited [auparavant, Charlemagne Capital (UK) Limited], société liée à la Société, est inscrite auprès de la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni, ainsi qu'auprès de la SEC à titre de conseiller en placement et Fiera Capital (IOM) Limited [auparavant, Charlemagne Capital (IOM)] est inscrite auprès de la *Financial Services Authority* à l'île de Man, ainsi qu'auprès de la SEC à titre de conseiller en placement. Le siège social de la Société est situé au 1501, avenue McGill College, bureau 800, Montréal (Québec) Canada. Les actions de la Société se négocient à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « FSZ ».

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

- **Fiera Capital fait l'acquisition de CGOV Asset Management, société de placement pour investisseurs institutionnels et fortunés de premier plan – le 31 mai 2018.** Au moment de la clôture, CGOV, société de gestion de placement pour investisseurs institutionnels et fortunés située en Ontario comptait 5,0 milliards de dollars d'actifs sous gestion.
- **Fiera Capital a renégocié les modalités de son entente de crédit existante.** La facilité a été portée à 600 millions de dollars et le terme a été prolongé jusqu'en juin 2022.
- **Le Fonds commun Marchés Émergents City National Rochdale est maintenant offert sous la dénomination Fonds commun Marchés Émergents de Fiera Capital.** L'équipe des placements continue d'être dirigée par Anindya Chatterjee, vice-président principal et gestionnaire de portefeuille principal. L'objectif, les processus et les risques du Fonds demeurent inchangés.
- **Publication des perspectives mises à jour intitulées [Perspectives financières mondiales 2018-2025 : Les craintes d'inflation et la hausse des taux d'intérêt laissent présager une récession](#) — le 6 juin 2018.** Établies sur un horizon de sept ans, soit la durée habituelle d'un cycle économique, les prévisions cherchent à établir des directives pour les investisseurs qui cherchent à structurer leurs portefeuilles selon la conjoncture actuelle des marchés et se préparer pour les futurs développements en matière de politiques. Faits saillants : Les perspectives de placement 2018-2019 sont tempérées par la solide croissance de 2017; on s'attend à ce que les banques centrales adoptent une approche « timide » de la hausse des taux d'intérêt et on prévoit une légère récession vers la fin 2020 ou le début 2021.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

- **Fiera Capital accroît sa présence en Asie avec l'acquisition de Clearwater Capital Partners — le 9 août 2018.** La société a conclu l'acquisition annoncée précédemment de Clearwater Capital Partners, LLC, société de placement asiatique spécialisée en crédit et situations spéciales établie à Hong Kong. La contrepartie totale versée à la clôture, sous réserve des rajustements postérieurs à la clôture de la transaction, s'est établie à 14,9 millions

de dollars américains, dont une tranche d'approximativement 5.9 millions de dollars américains en trésorerie et une tranche de 9 millions de dollars américains en 982 532 actions à droit de vote subalterne de catégorie A de la Société (« actions de catégorie A ») nouvellement émises. Les actions de catégorie A ont été émises à un prix de 11,93 \$, qui correspond au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions de catégorie A de Fiera Capital à la Bourse de Toronto durant les trente jours consécutifs de bourse se terminant le dernier jour de bourse complet avant la date de la clôture. Un montant additionnel au titre de paiements éventuels d'au plus 44 millions de dollars américains sera exigible sur une durée de cinq ans si certaines conditions de performance sont respectées. Les paiements éventuels peuvent être réglés, au gré de la société, en espèces, en actions de catégorie A ou en une combinaison des deux. Les actions de catégorie A émises aux fins d'un paiement éventuel doivent l'être à un prix qui correspond au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions de catégories A à la Bourse de Toronto durant la période de cinq jours consécutifs de bourse se terminant le dernier jour de bourse complet avant la date à laquelle le paiement éventuel est effectué.

VUE D'ENSEMBLE DES MARCHÉS ET DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Vue d'ensemble des marchés

Les investisseurs ont été les spectateurs de nombreux événements au cours du dernier trimestre, dont l'intensification de la politique protectionniste du président Trump et la recrudescence de l'insécurité politique en Europe, qui surviennent à un moment inopportun, alors que les banques centrales prennent des mesures supplémentaires pour parvenir à la normalisation des politiques monétaires. Fait à noter, l'intensification de la rhétorique protectionniste de l'administration Trump menace de mettre un frein à la plus forte croissance économique à l'échelle mondiale depuis 2011. Par ailleurs, en Europe, la préoccupante victoire d'un gouvernement populiste en Italie (soit la troisième économie de la zone euro) contribue également à l'insécurité, alors que les opinions divergentes sur les règles fiscales de l'Union européenne mettront presque assurément à mal la stabilité financière et la viabilité de l'euro en général. Enfin, les investisseurs tiennent compte de l'augmentation des coûts d'emprunt, alors que les banques centrales revoient tranquillement leurs politiques monétaires ultra-conciliantes après une décennie de soutien sans précédent à la lumière des perspectives selon lesquelles la hausse des taux d'intérêt nuira à la fois à l'évaluation des obligations et des actions.

Dans ce contexte, les marchés boursiers mondiaux sont demeurés stables au cours de ce trimestre tumultueux, en dépit de l'intensification des tensions commerciales à l'échelle mondiale et de la recrudescence de l'insécurité politique en Europe. L'indice mondial MSCI tous pays a clôturé le trimestre seulement un peu plus bas, en dépit de résultats relativement variables d'une région à l'autre. Le marché boursier canadien a renversé la vapeur, affichant la meilleure performance à l'échelle mondiale au premier trimestre. En dépit de l'impasse persistante dans laquelle se trouvent les négociations de l'ALENA, l'indice S&P/TSX s'est stabilisé, pour afficher un niveau record grâce à une importante reprise des titres énergétiques. À l'instar du marché canadien, le marché boursier américain a également affiché des résultats positifs stimulés par les spectaculaires résultats des sociétés, alors que les titres à petite capitalisation boursière se sont négociés à des taux record en raison de leur orientation nationale et de leur non-assujettissement aux droits de douane. Sur la scène internationale, les titres européens ont subi le contrecoup des chambardements politiques en Italie après la montée d'un gouvernement eurosceptique, dans un contexte déjà assombri par les menaces protectionnistes de l'administration Trump. À l'inverse, les titres japonais ont connu une hausse stimulée par la hausse de la demande à l'échelle mondiale et la faiblesse du yen soutenant les sociétés exportatrices. Enfin, les titres des marchés émergents ont affiché leur pire rendement trimestriel depuis septembre 2015 en raison d'importants litiges commerciaux entre les États-Unis et la Chine, alors que les taux d'intérêt en hausse aux États-Unis ont également engendré des sorties de capitaux des actifs de pays en voie de développement en général.

Dans l'intervalle, les marchés des titres à revenu fixe canadiens ont inscrit des résultats positifs au deuxième trimestre de 2018. Les taux des obligations se sont maintenus dans une fourchette en raison de certaines forces opposées. Plus précisément, le taux des obligations du trésor américaines à 10 ans a atteint le plus haut niveau des sept dernières années, s'établissant à 3,12 % en mai, en raison de tensions sur le marché du travail, de la hausse des prix du pétrole brut et des travaux de normalisation en cours par la banque centrale. Toutefois, ces facteurs sont survenus dans un contexte caractérisé par l'intensification des litiges commerciaux ayant stimulé l'appétit pour les placements refuges à l'origine du retour du rendement des obligations sous la barre des 3,0 % à la fin du trimestre. Ultimement, les rendements des obligations américaines ont augmenté sur l'ensemble de la courbe, entraînant des résultats négatifs au deuxième trimestre. Et bien que le marché canadien ait emboîté le pas en grande partie, la demande accrue à l'égard du rendement et de la durée ont engendré des résultats positifs dans le contexte canadien. Enfin, les écarts sur les titres de sociétés se sont élargis, alors que l'appétit pour le risque s'est dégradé en raison du contexte d'angoisse géopolitique et commerciale accrue, et ce, malgré le rendement exceptionnel des titres à rendement élevé attribuable à la reprise dans le secteur de l'énergie.

Vue d'ensemble de la conjoncture économique

En dépit de la hausse des tensions commerciales et des incertitudes politiques en Europe, le scénario d'une croissance mondiale simultanée demeure tout à fait intact, alors que les stimulations monétaires et fiscales conciliantes devraient permettre la poursuite d'une croissance ininterrompue au cours de l'exercice à venir.

La croissance de l'économie canadienne a résisté aux incertitudes commerciales persistantes et au fort niveau d'endettement des ménages. Le niveau de consommation est demeuré vigoureux grâce à un taux de chômage au plus bas et à la hausse des salaires qui ont atténué l'incidence de la hausse des coûts d'emprunt, alors que les sociétés ont accru leurs investissements dans un contexte marqué par une importante baisse de la demande à l'échelle mondiale, appuyant ainsi la politique monétaire de plus en plus constructive de la Banque du Canada.

L'économie américaine a été le théâtre d'une impressionnante reprise au deuxième trimestre. La consommation continue de prospérer dans un environnement caractérisé par une importante création d'emploi et par la hausse des salaires, alors que les entreprises accroissent également leurs dépenses pour répondre à la hausse de la demande. Dans l'intervalle, la double dose de stimulation fiscale pour une économie déjà dynamique exacerbe le besoin d'adoption d'une politique monétaire normalisatrice par la Réserve fédérale américaine, bien que de manière très graduelle.

À l'étranger, l'économie européenne renoue avec des niveaux plus durables (bien qu'au-delà des tendances), justifiant la décision de la Banque centrale européenne (BCE) de cesser ses achats d'actifs d'ici le mois de décembre. Parallèlement, les derniers résultats économiques émanant du Japon indiquent une modeste reprise dans les trimestres à venir, bien que la baisse de l'inflation contrôlée assurera le maintien de la position de relance adoptée par la Banque du Japon dans un avenir proche.

Enfin, les économies de marché émergentes continuent d'afficher une croissance excédant celle de leurs pairs des pays développés. En effet, l'économie chinoise a résisté aux tensions commerciales mondiales émanant des États-Unis et à une campagne de désendettement au pays. Par ailleurs, les meilleures situations financières et les dettes moins élevées en dollars placent les économies des marchés émergents en meilleure position pour résister à la hausse des coûts d'emprunt aux États-Unis, réduisant ainsi la probabilité d'une crise des marchés émergents à l'image de celle survenue en 1997.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018

SOMMAIRE DU RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Taux de rendement annualisés au 30 juin 2018

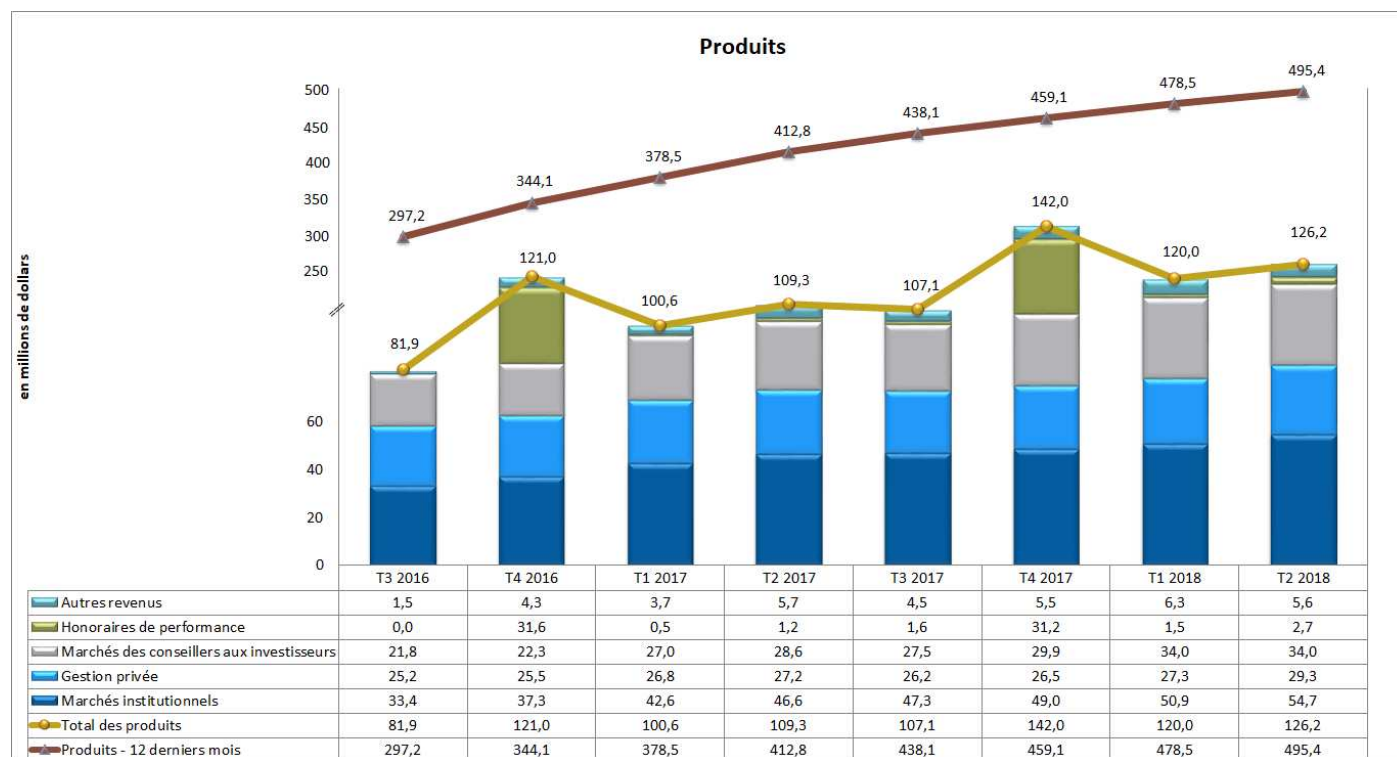
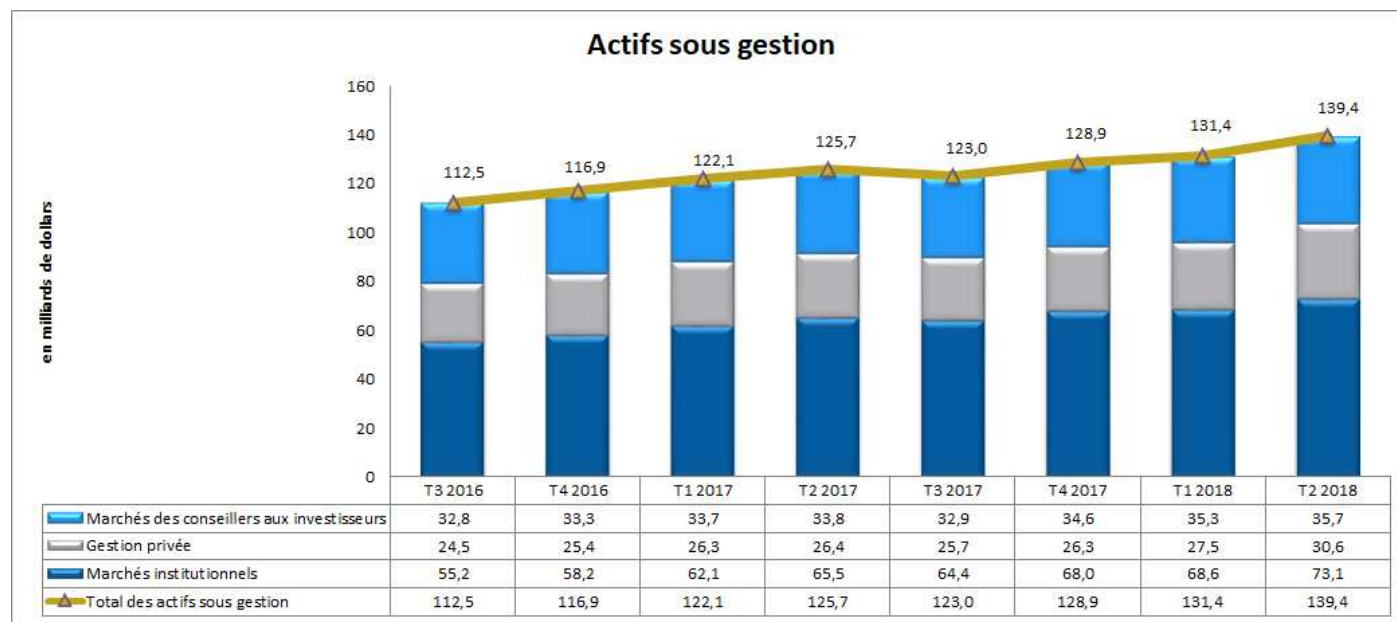
Stratégies de placement	Actifs sous gestion (en milliards de dollars)	1 an			5 ans ou depuis la création* (si cette date est à l'intérieur des 5 dernières années)			Date de création	Indice de référence	Notes
		Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile			
Revenu fixe	66,8									
Revenu fixe – Gestion intégrée univers		1,38	0,62	1	4,01	0,52	1	1 ^{er} janv. 1993	Indice obligataire universel FTSE TMX	
Revenu fixe – Gestion tactique univers		1,97	1,21	1	3,66	0,18	2	1 ^{er} janv. 2000	Indice obligataire universel FTSE TMX	
Obligations à haut rendement		2,92	0,98	2	5,52	0,01	3	1 ^{er} févr. 2002	Indice de référence mixte à haut rendement	1
Actions privilégiées – valeur relative		6,91	1,67	s. o.	3,82	2,06	s. o.	1 ^{er} févr. 2004	Indice d'actions privilégiées S&P/TSX	
Obligations infrastructure		2,52	0,33	s. o.	6,9	0,69	s. o.	1 ^{er} août 2011	Indice des obligations provinciales à long terme FTSE TMX	
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence principal)		0,20	-0,40	s. o.	2,15	-0,16	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index	4
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence secondaire)		0,20	0,08	s. o.	2,15	0,33	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 Year AA+ Municipal Index	4
Tax Efficient Core Plus		0,82	0,22	s. o.	2,91	0,39	s. o.	31 déc. 2012	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index	4
High Grade Core Intermediate (indice de référence principal)		-0,02	0,30	s. o.	2,01	0,17	s. o.	31 déc. 2004	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Index	4
High Grade Core Intermediate (indice de référence secondaire)		-0,02	0,32	s. o.	2,01	0,32	s. o.	1 ^{er} janv. 2005	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Ex CMBS/ABS/BBB Index	4
Équilibré	3,7									
Fonds équilibré « Core »		7,78	0,60	2	9,9	1,35	2	1 ^{er} sept. 1984	Indice de référence – équilibré « Core »	2
Fonds équilibré intégré		7,97	0,74	2	10,1	1,58	1	1 ^{er} avr. 2013	Indice de référence – équilibré intégré	3
Actions	60,6									
Actions canadiennes		9,27	-1,14	3	12,1	2,85	1	1 ^{er} janv. 2013	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – « Core »		9,53	-0,87	2	10,24	0,99	3	1 ^{er} janv. 1992	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – Opportunités		18,94	8,53	1	10,6	1,36	3	1 ^{er} nov. 2002	Indice composé S&P/TSX	
Actions à revenu élevé		3,39	-0,61	4	7,5	1,19	4	1 ^{er} oct. 2009	Indice composé à dividendes élevés S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core »		9,58	4,19	1	11,09	4,64	1	1 ^{er} janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation		0,84	-4,55	4	9,82	3,37	3	1 ^{er} janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions américaines		19,50	3,65	2	21,24	2,7	1	1 ^{er} avr. 2009	Indice S&P 500 (\$ CA)	
Actions internationales		12,26	4,04	1	13,91	2,67	1	1 ^{er} janv. 2010	Indice MSCI EAEO net (\$ CA)	
Actions mondiales		15,27	2,75	2	17,98	3,08	1	1 ^{er} oct. 2009	Indice MSCI Monde net (\$ CA)	
Apex Large Cap Growth		19,98	-2,53	3	15,72	-0,64	3	1 ^{er} avril 2007	Russell 1000 Growth	4
Apex Mid Cap Growth		33,91	15,40	1	18,60	5,22	1	1 ^{er} mai 2008	Russell MidCap Growth	4
Apex Smid Growth		21,91	0,40	3	13,25	-0,61	3	1 ^{er} janv. 1990	Russell 2500 Growth	4
Apex Small Cap Growth		18,69	-3,14	4	9,56	-4,08	4	1 ^{er} janv. 2006	Russell 2000 Growth	4
Marchés Émergents de City National Rochdale		4,16	-4,04	4	8,53	3,51	1	14 déc. 2011	Indice MSCI Marchés émergents NR (\$ US)	4
Emerging Markets Core Growth		6,73	-1,47	4	7,47	2,46	2	1 ^{er} juill. 2003	Indice MSCI Marchés émergents	4
Emerging Markets Growth & Income		4,90	-3,31	4	3,64	-1,37	4	1 ^{er} juill. 2010	Indice MSCI Marchés émergents	4
Frontier Markets		-0,24	-1,93	3	13,83	9,28	1	1 ^{er} juill. 2010	Indice MSCI Marchés frontaliers	4
Placements non traditionnels	8,3									
Fonds – Marché neutre nord-américain		2,56	–	s. o.	5,67	–	s. o.	1 ^{er} oct. 2007	Rendement absolu	
Fonds – Actions « Long/Short »		3,31	–	s. o.	12,64	–	s. o.	1 ^{er} août 2010	Rendement absolu	
Fonds – Financement diversifié		6,25	–	s. o.	6,23	–	s. o.	1 ^{er} avr. 2008	Rendement absolu	
Fonds – Multi-stratégies – Revenu		3,11	–	s. o.	4,88	–	s. o.	1 ^{er} nov. 2009	Rendement absolu	
Fonds – Infrastructure		7,85	–	s. o.	6,31	–	s. o.	1 ^{er} mars 2010	Rendement absolu	
Fonds – Immobilier		s. o.	–	s. o.	s. o.	–	s. o.	1 ^{er} juill. 2013	Rendement absolu	
Fiera Private Lending Construction Financing Fund		6,85	–	s. o.	7,16	–	s. o.	22 nov. 2006	Rendement absolu	
Fiera Private Lending Mezzanine Financing Fund		10,55	–	s. o.	10,47	–	s. o.	21 juill. 2015	Rendement absolu	
Fiera Private Lending Business Financing Fund		8,71	–	s. o.	8,22	–	s. o.	6 nov. 2013	Rendement absolu	
Charlemagne OCCO Eastern European Fund		9,15	–	s. o.	8,80	–	s. o.	1 ^{er} janv. 2002	Rendement absolu	4
Total des actifs sous gestion	139,4									

Notes :

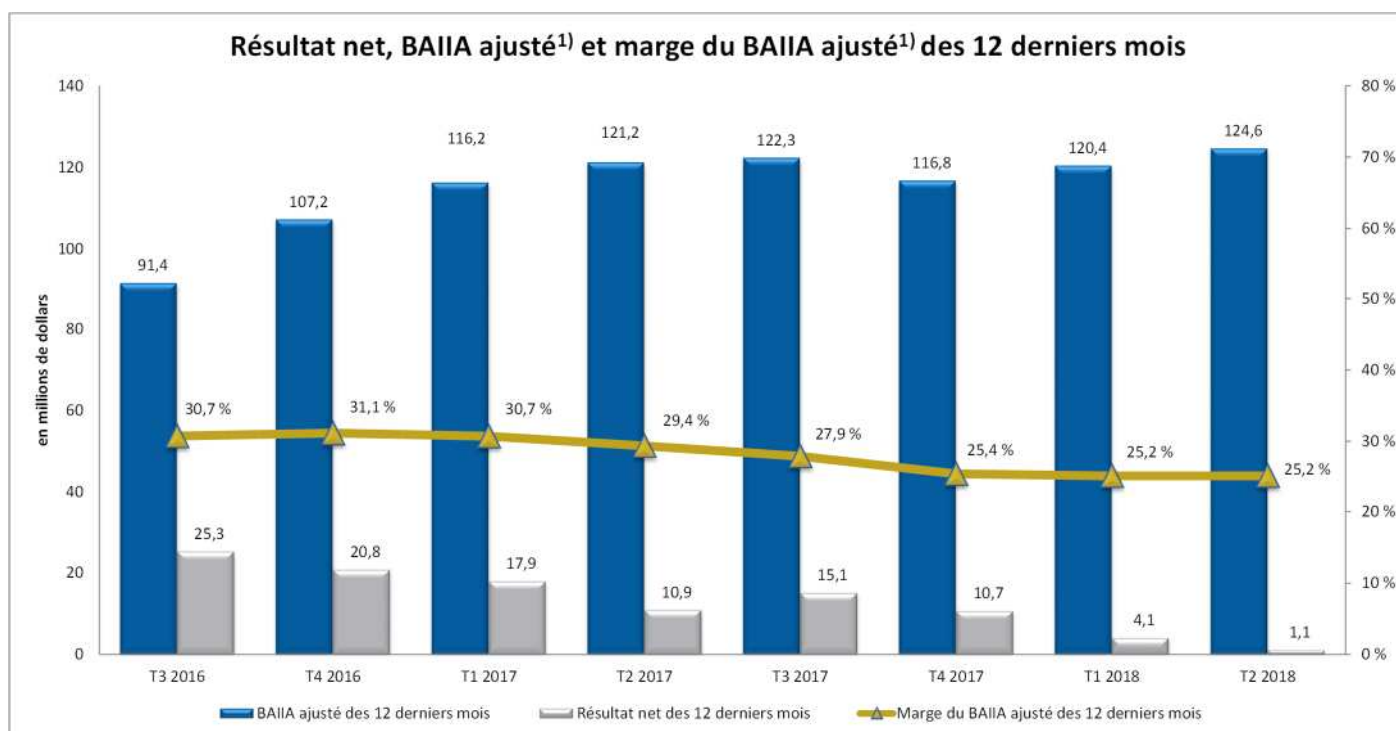
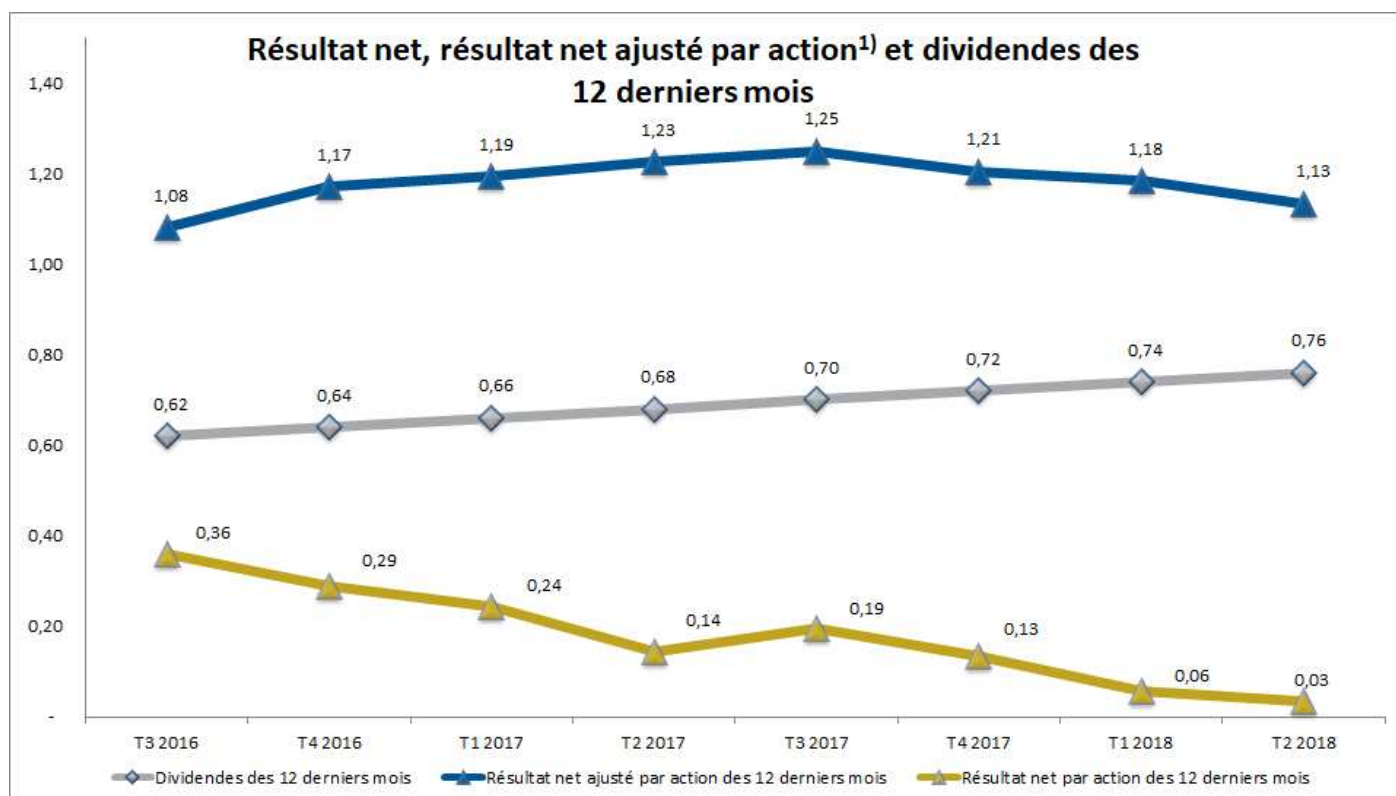
- L'indice de référence mixte à haut rendement est composé à 85 % de l'indice Merrill Lynch US High Yield Cash Pay BB-B (couvert en \$ CA) et à 15 % de l'indice Merrill Lynch High Yield Cash Pay C (couvert en \$ CA).
- L'indice de référence – équilibré « Core » est composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde ex-Canada net.
- L'indice de référence – équilibré intégré est composé à 2 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 36 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 35 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27 % de l'indice MSCI Monde Tous Pays Net.
- Rendements en dollars américains
Renseignements importants :
 - Tous les rendements sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.
 - Tous les rendements présentés ci-dessus sont annualisés.
 - Tous les rendements, sauf ceux liés aux stratégies de placement non traditionnelles et aux fonds équilibrés, sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, des frais de garde et des retenues fiscales, mais après déduction des coûts de transaction.
 - Les rendements des stratégies de placement non traditionnelles et des fonds équilibrés sont présentés déduction faite des honoraires de gestion, des frais de garde, des honoraires de performance et des retenues fiscales.
 - Les rendements présentés présument le réinvestissement de tous les dividendes.
 - Les rendements présentés de chacune des stratégies, excepté ceux des stratégies non traditionnelles, témoignent des rendements d'un ensemble de portefeuilles discrétionnaires.
 - Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille discrétionnaire unique ou bien à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.
 - La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.
 - Les fonds composés et les fonds en gestion commune ci-dessus ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société; les actifs sous gestion représentent le montant total géré pour chaque catégorie d'actifs.
 - Les classements par quartile sont fournis par eVestment.

PRINCIPALES TENDANCES DES ACTIFS SOUS GESTION ET DES PRODUITS

Les diagrammes ci-après illustrent les tendances en ce qui concerne les actifs sous gestion et les produits trimestriels et pour les 12 derniers mois, ainsi que le BAIIA ajusté¹⁾, la marge du BAIIA ajusté¹⁾, le résultat net par action, le résultat ajusté par action¹⁾ et les dividendes pour les 12 derniers mois.



¹⁾ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 45.



¹⁾ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 45.

POINTS SAILLANTS DU TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2018

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

- › Le total des actifs sous gestion a augmenté de 13,7 milliards de dollars, ou 11 %, pour se fixer à 139,4 milliards de dollars au 30 juin 2018, contre des actifs sous gestion de 125,7 milliards de dollars au 30 juin 2017.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018 se sont accrus de 15,5 millions de dollars, ou 14 %, pour s'établir à 123,6 millions de dollars par rapport aux 108,1 millions de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les honoraires de performance ont été de 2,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, contre 1,2 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont grimpé de 11,8 millions de dollars, ou 13 %, pour se chiffrer à 99,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, alors qu'ils avaient été de 87,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le BAIIA ajusté¹⁾ a augmenté de 4,2 millions de dollars, ou 15 %, pour atteindre 32,7 millions de dollars au deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, contre 28,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté par action s'est élevé à 0,35 \$ (de base et dilué)¹⁾ pour le deuxième trimestre de 2018, contre 0,35 \$ par action (de base) et 0,34 \$ (dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (2,1) millions de dollars, ou (0,02) \$ par action (de base et dilué), en baisse de 3,0 millions de dollars, ou plus de 100 %, par rapport à celui du deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 0,9 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté¹⁾ attribuable aux actionnaires de la Société pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018 s'est élevé à 23,8 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué)¹⁾, contre 25,1 millions de dollars, ou 0,31 \$ par action (de base) et 0,30 \$ (dilué), pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017.

¹⁾ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 45.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

- › Le total des actifs sous gestion a augmenté de 8,0 milliards de dollars, ou 6 %, pour se fixer à 139,4 milliards de dollars au 30 juin 2018, contre 131,4 milliards de dollars au 31 mars 2018.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018 ont augmenté de 5,1 millions de dollars, ou 4 %, pour s'établir à 123,6 millions de dollars par rapport aux 118,5 millions de dollars du trimestre précédent clos le 31 mars 2018.
- › Les honoraires de performance ont été de 2,7 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, contre 1,5 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2018.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont augmenté de 1,7 million de dollars, ou 2 %, pour se chiffrer à 99,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, alors qu'ils avaient été de 97,9 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2018.
- › Le BAIIA ajusté¹⁾ a augmenté de 3,9 millions de dollars, ou 13 %, pour atteindre 32,7 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, contre 28,8 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2018. Le BAIIA ajusté par action¹⁾ s'est élevé à 0,35 \$ (de base et dilué) pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, contre 0,32 \$ (de base et dilué) pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2018.
- › Au deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, la Société a enregistré un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (2,1) millions de dollars, ou (0,02) \$ par action (de base et dilué), en hausse de 0,1 million de dollars ou 4 % par rapport au trimestre précédent clos le 31 mars 2018 au cours duquel la Société a comptabilisé un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (2,2) millions de dollars, ou (0,02) \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté¹⁾ attribuable aux actionnaires de la Société pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018 s'est élevé à 23,8 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué), contre 21,3 millions de dollars, ou 0,24 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2018.

¹⁾ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 45.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le semestre clos le 30 juin 2018 se sont accrus de 33,9 millions de dollars, ou 16 %, pour s'établir à 242,1 millions de dollars par rapport aux 208,2 millions de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les honoraires de performance ont été de 4,1 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018, contre 1,7 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont grimpé de 31,7 millions de dollars, ou 19 %, pour se chiffrer à 197,5 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018, alors qu'ils avaient été de 165,8 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017.
- › Le BAIIA ajusté a progressé de 7,8 millions de dollars, ou 15 %, pour atteindre 61,5 millions de dollars au semestre clos le 30 juin 2018, contre 53,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté par action s'est élevé à 0,67 \$ (de base et dilué) pour le semestre clos le 30 juin 2018, contre 0,66 \$ (de base) et 0,64 \$ (dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le semestre clos le 30 juin 2018 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (4,3) millions de dollars, ou (0,05) \$ par action (de base et dilué), en baisse de 9,6 millions de dollars, ou de plus de 100 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, au cours de laquelle le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 5,3 millions de dollars, ou 0,07 \$ par action (de base) et 0,06 \$ par action (dilué).
- › Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société pour le semestre clos le 30 juin 2018 s'est élevé à 45,2 millions de dollars, ou 0,49 \$ par action (de base et dilué), contre 47,0 millions de dollars, ou 0,58 \$ par action (de base) et 0,56 \$ (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

RÉSULTATS FINANCIERS

Tableau 1 – États consolidés du résultat net et actifs sous gestion

ACTIFS SOUS GESTION (en millions de dollars)	AUX			VARIATION	
	30 JUIN 2018	31 MARS 2018	30 JUIN 2017	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²⁾	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Actifs sous gestion	139 389	131 360	125 658	8 029	13 731

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 30 JUIN 2018	LE 31 MARS 2018	LE 30 JUIN 2017	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²⁾	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Produits					
Honoraires de gestion	117 947	112 181	102 401	5 766	15 546
Honoraires de performance – actifs traditionnels	2 664	1 573	1 209	1 091	1 455
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	(14)	(103)	(7)	89	(7)
Autres revenus	5 635	6 330	5 746	(695)	(111)
	126 232	119 981	109 349	6 251	16 883
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	99 254	97 520	87 346	(1 734)	(11 908)
Frais des gestionnaires externes	373	367	451	(6)	78
Amortissement des immobilisations corporelles	1 018	947	956	(71)	(62)
Amortissement des immobilisations incorporelles	10 488	10 022	10 900	(466)	412
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	5 054	4 761	1 827	(293)	(3 227)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	5 720	4 467	1 289	(1 253)	(4 431)
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	2 389	928	4 851	(1 461)	2 462
Frais d'acquisition	2 508	3 018	1 659	510	(849)
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles et corporelles	–	–	371	–	371
Autres (produits) charges ³⁾	2	27	(8)	25	(10)
Total des charges	126 806	122 057	109 642	(4 749)	(17 164)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	(574)	(2 076)	(293)	1 502	(281)
Impôt sur le résultat	1 641	17	(797)	(1 624)	(2 438)
Résultat net	(2 215)	(2 093)	504	(122)	(2 719)
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Société	(2 106)	(2 193)	877	87	(2 983)
À la participation ne donnant pas le contrôle	(109)	100	(373)	(209)	264
Résultat net	(2 215)	(2 093)	504	(122)	(2 719)
PAR ACTION (DE BASE)					
BAIIA ajusté ¹⁾	0,35	0,32	0,35	0,03	–
Résultat net	(0,02)	(0,02)	0,01	–	(0,03)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,26	0,24	0,31	0,02	(0,05)
PAR ACTION (DILUÉ)					
BAIIA ajusté ¹⁾	0,35	0,32	0,34	0,03	0,01
Résultat net	(0,02)	(0,02)	0,01	–	(0,03)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,26	0,24	0,30	0,02	(0,04)

¹⁾ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 45.

²⁾ POS : positive; NÉG : négative.

³⁾ Les autres charges (produits) tiennent compte du poste suivant : « Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements ». Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 1 – États consolidés du résultat net et actifs sous gestion (suite)

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	SEMESTRES CLOS		VARIATION
	LE 30 JUIN 2018	LE 30 JUIN 2017	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Produits			
Honoraires de gestion	230 128	198 709	31 419
Honoraires de performance – actifs traditionnels	4 237	1 736	2 501
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	(117)	(2)	(115)
Autres revenus	11 965	9 480	2 485
	246 213	209 923	36 290
Charges			
Frais de vente et charges générales et administratives	196 774	164 498	(32 276)
Frais des gestionnaires externes	740	1 347	607
Amortissement des immobilisations corporelles	1 965	1 887	(78)
Amortissement des immobilisations incorporelles	20 510	21 835	1 325
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	9 815	4 004	(5 811)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	10 187	2 597	(7 590)
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	3 317	5 927	2 610
Frais d'acquisition	5 526	3 377	(2 149)
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles	-	371	371
Autres (produits) charges ³⁾	29	(12)	(41)
	248 863	205 831	(43 032)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	(2 650)	4 092	(6 742)
Impôt sur le résultat	1 658	(765)	(2 423)
Résultat net	(4 308)	4 857	(9 165)
Attribuable :			
Aux actionnaires de la Société	(4 299)	5 305	(9 604)
À la participation ne donnant pas le contrôle	(9)	(448)	439
Résultat net	(4 308)	4 857	(9 165)
PAR ACTION (DE BASE)			
BAlIA ajusté ¹⁾	0,67	0,66	0,01
Résultat net	(0,05)	0,07	(0,12)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,49	0,58	(0,09)
PAR ACTION (DILUÉ)			
BAlIA ajusté ¹⁾	0,67	0,64	0,03
Résultat net	(0,05)	0,06	(0,11)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,49	0,56	(0,07)

¹⁾ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 45.

²⁾ POS : positive; NÉG : négative.

³⁾ Les autres charges (produits) tiennent compte du poste suivant : « Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements ». Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 2 – Données choisies des états consolidés de la situation financière (en milliers de dollars)

	AU 30 JUIN 2018	AU 31 DÉCEMBRE 2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie, trésorerie soumise à des restrictions et placements	43 801	47 417
Débiteurs	131 741	128 398
Autres actifs courants	13 870	10 082
Total des actifs courants	189 412	185 897
Goodwill	579 657	523 885
Immobilisations incorporelles	529 449	462 281
Autres actifs non courants	42 997	32 852
Total des actifs	1 341 515	1 204 915
Créditeurs et charges à payer	83 328	114 008
Autres passifs courants	45 939	39 419
Total des passifs courants	129 267	153 427
Dette à long terme	387 335	292 417
Déventures convertibles	78 218	77 461
Obligations au titre du prix d'achat	59 558	58 086
Impôt sur le résultat différé	19 930	16 014
Autres passifs non courants	21 838	15 499
Total des passifs	696 146	612 904
Capitaux propres		
Attribuables aux actionnaires de la Société	644 869	592 545
Attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	500	(534)
	645 369	592 011
Total des passifs et des capitaux propres	1 341 515	1 204 915

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE

Actifs sous gestion

Fiera Capital tire ses produits principalement des actifs sous gestion. Ses produits sont, pour la plupart, calculés en pourcentage des actifs sous gestion de la Société. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du montant des nouveaux mandats (« nouveaux »); ii) du montant des retraits (« perdus »); iii) du montant des dépôts et retraits des clients existants (« contributions nettes »); iv) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements (« marché ») et v) des acquisitions d'entreprises (« acquisitions ») ou d'une cession d'entreprise (« cession »). En termes simples, la « variation nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus, des contributions nettes, de la variation des valeurs de marché et de l'incidence des fluctuations des taux de change. De plus, les actifs sous gestion moyens d'une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur de clôture des actifs sous gestion des mois compris dans la période.

Il y a lieu de consulter la note 4 des états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 pour un complément d'information sur les regroupements d'entreprises réalisés par Fiera Capital au cours de l'exercice précédent. Il convient d'en faire la lecture conjointement à l'analyse qui suit. Il convient également de se reporter au diagramme sur l'évolution de la Société, à la page 30, pour connaître les détails et le calendrier des acquisitions et d'autres transactions commerciales.

Les tableaux 3, 4 et 5 ci-après résument les variations des actifs sous gestion de la Société.

Tableau 3 – Actifs sous gestion¹⁾ (en millions de dollars)

	TRIMESTRES CLOS		
	LE 30 JUIN 2018	LE 31 MARS 2018	LE 30 JUIN 2017
Actifs sous gestion à l'ouverture de la période	131 360	128 901	122 063
Variation nette	2 999	2 459	3 595
Acquisitions	5 030	–	–
Actifs sous gestion à la clôture de la période	139 389	131 360	125 658
Actifs sous gestion moyens	134 350	130 512	125 886

¹⁾ Les actifs sous gestion tiennent compte de l'incidence du change.
Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 4 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	31 MARS 2018	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITION (CESSION)/ AJUSTEMENTS	30 JUIN 2018
Marchés institutionnels	68 565	848	(970)	102	1 103	412	3 082	73 142
Gestion privée	27 516	503	(102)	23	195	477	1 948	30 560
Marché des conseillers aux investisseurs	35 279	454	(196)	100	(163)	213	–	35 687
Actifs sous gestion à la clôture de la période	131 360	1 805	(1 268)	225	1 135	1 102	5 030	139 389

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Variations trimestrielles

Le total des actifs sous gestion a augmenté de 8,0 milliards de dollars, ou 6 %, pour s'établir à 139,4 milliards de dollars au 30 juin 2018, contre 131,4 milliards de dollars au 31 mars 2018. Cette augmentation de l'actif sous gestion s'explique principalement par l'acquisition de CGOV se chiffrant à 5,0 milliards de dollars, combinée à de nouveaux mandats de 1,8 milliard de dollars, par l'incidence favorable, de 1,1 milliard de dollars, des fluctuations des cours de change du dollar américain, ainsi que par une appréciation des marchés de 1,1 milliard de dollars et des contributions nettes positives de 0,2 milliard de dollars au cours de la période. Ces augmentations des actifs sous gestion ont été en partie contrebalancées par des mandats perdus de 1,3 milliard de dollars pour le deuxième trimestre de 2018.

Les actifs sous gestion de la clientèle du secteur des Marchés institutionnels ont augmenté de 4,5 milliards de dollars, ou 7 %, pour s'établir à 73,1 milliards de dollars au 30 juin 2018, contre 68,6 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2018. Cette augmentation des actifs sous gestion est attribuable en grande partie à l'acquisition de CGOV ayant ajouté 3,0 milliards de dollars, ainsi qu'aux nouveaux mandats obtenus au cours du trimestre, surtout dans les stratégies de placement Équilibré, Actions mondiales, Actions internationales, Revenu fixe et Alternatives, pour un total de 0,9 milliard de dollars, et à l'appréciation des marchés de 1,1 milliard de dollars au deuxième trimestre de 2018. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par des pertes de clients s'élevant à 1,0 milliard de dollars, en raison principalement de clients qui ont consolidé leurs prestataires de services d'investissements ou qui ont recherché d'autres catégories d'actifs. Enfin, la fluctuation du taux de change du dollar américain a eu une incidence favorable d'environ 0,4 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours du trimestre clos le 30 juin 2018.

Les actifs sous gestion de la clientèle de la Gestion privée ont enregistré une hausse de 3,1 milliards de dollars, ou 11 %, pour atteindre 30,6 milliards de dollars au 30 juin 2018, contre 27,5 milliards de dollars au trimestre précédent clos le 31 mars 2018. Cette hausse est avant tout attribuable à l'acquisition de CGOV ayant ajouté 1,9 milliard de dollars, conjuguée aux nouveaux mandats nets obtenus aux États-Unis, ainsi qu'à l'incidence favorable des fluctuations des cours de change du dollar américain au deuxième trimestre de 2018.

Les actifs sous gestion de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont affiché une hausse de 0,4 milliard de dollars, ou 1 %, pour s'établir à 35,7 milliards de dollars au 30 juin 2018, contre 35,3 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2018. Cette hausse est principalement attribuable aux nouveaux mandats nets de 0,4 milliard de dollars obtenus en Europe et aux États-Unis, combinés à l'incidence favorable, de 0,2 milliard de dollars, des fluctuations des cours de change du dollar américain et aux contributions nettes positives de 0,1 milliard de dollars au deuxième trimestre de 2018, en partie contrebalancés par des contrats perdus de 0,3 milliard de dollars en raison principalement des clients qui ont rééquilibré leurs activités.

Table 5 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variations depuis l'ouverture de l'exercice (en millions de dollars)

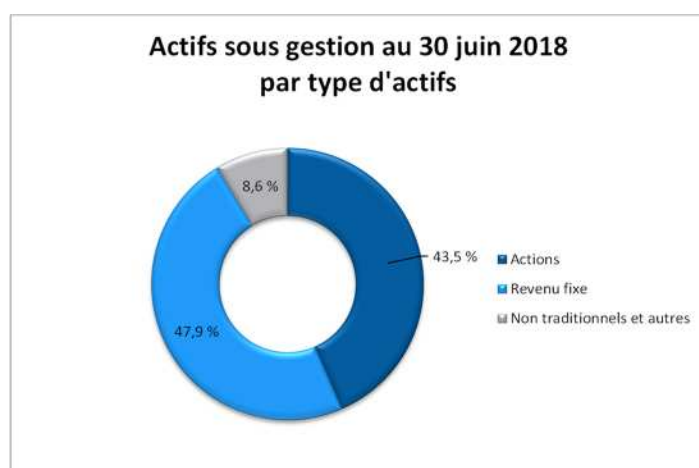
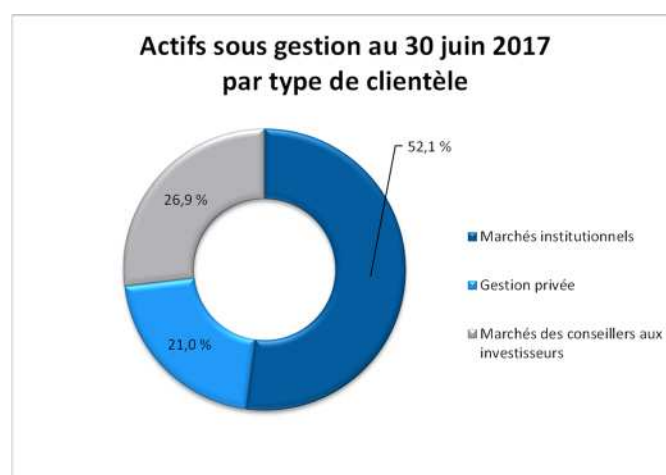
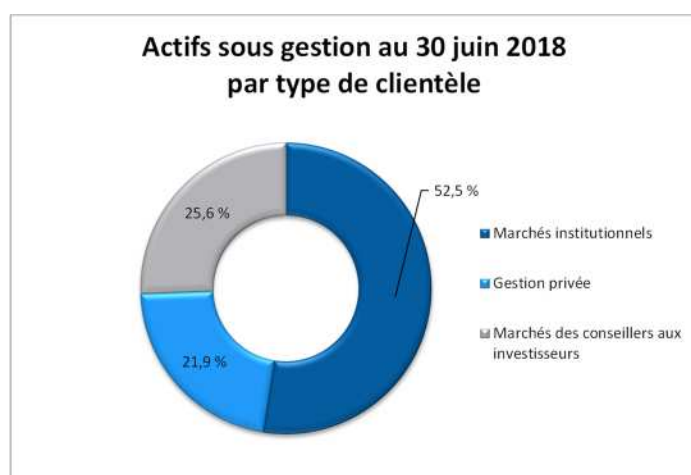
	31 DÉCEMBRE 2017	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITION (CESSION)/ AJUSTEMENTS	30 JUIN 2018
Marchés institutionnels	68 038	1 666	(2 099)	38	1 393	1 024	3 082	73 142
Gestion privée	26 319	1 329	(506)	164	166	1 140	1 948	30 560
Marché des conseillers aux investisseurs	34 544	820	(422)	361	(129)	513	–	35 687
Actifs sous gestion à la clôture de la période	128 901	3 815	(3 027)	563	1 430	2 677	5 030	139 389

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Variations depuis l'ouverture de l'exercice

Le total des actifs sous gestion a augmenté de 10,5 milliards de dollars, ou 8 %, pour s'établir à 139,4 milliards de dollars au 30 juin 2018, contre 128,9 milliards de dollars au 31 décembre 2017. Cette augmentation s'explique principalement par l'acquisition de CGOV ayant ajouté 5,0 milliards de dollars, conjuguée aux nouveaux mandats de 3,8 milliards de dollars provenant essentiellement de la clientèle des Marchés institutionnels et de la Gestion privée, combinés à une appréciation des marchés de 1,4 milliard de dollars et à des contributions nettes positives de 0,6 milliard de dollars, contrebalancés par des mandats perdus de 3,0 milliards de dollars. Finalement, la fluctuation du taux de change du dollar américain a eu une incidence favorable d'environ 2,7 milliards de dollars sur les actifs sous gestion au cours du semestre clos le 30 juin 2018.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par catégories de clientèle et par catégories d'actifs au 30 juin 2018 et au 30 juin 2017.



Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance et iii) des autres revenus. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque catégorie de clientèle, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Elle classe ses honoraires de performance dans deux catégories : ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement traditionnels et ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement non traditionnels. Les autres revenus se composent principalement des frais de courtage et des honoraires de consultation, dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion, ainsi que des profits ou pertes sur les contrats de couverture de change.

Tableau 6 – Produits – Variations trimestrielles (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 30 JUIN 2018	LE 31 MARS 2018	LE 30 JUIN 2017	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	54 683	50 867	46 615	3 816	8 068
Gestion privée	29 249	27 348	27 189	1 901	2 060
Marché des conseillers aux investisseurs	34 015	33 966	28 597	49	5 418
Total des honoraires de gestion	117 947	112 181	102 401	5 766	15 546
Honoraires de performance – actifs traditionnels	2 664	1 573	1 209	1 091	1 455
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	(14)	(103)	(7)	89	(7)
Total des honoraires de performance	2 650	1 470	1 202	1 180	1 448
Autres revenus	5 635	6 330	5 746	(695)	(111)
Total des produits	126 232	119 981	109 349	6 251	16 883

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, les produits se sont accrus de 16,9 millions de dollars, ou 15 %, pour se fixer à 126,2 millions de dollars, contre 109,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance d'un exercice à l'autre des produits tient principalement à la prise en compte de la croissance interne, combinée à l'appréciation des marchés, provenant essentiellement des secteurs Marchés institutionnels et Gestion privée et de la croissance des stratégies de placement privé alternatives, conjuguées aux produits additionnels émanant du Fonds commun Marchés Émergents de Fiera Capital nouvellement créé des suites de l'acquisition du Fonds commun Marchés Émergents de City National Rochdale (« CNR ») et de la récente acquisition de CGOV Asset Management (« CGOV ») en juin 2018.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont monté de 15,5 millions de dollars, ou 15 %, pour atteindre 117,9 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, contre 102,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des honoraires de gestion et par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018 ont augmenté de 8,1 millions de dollars, ou 17 %, pour se fixer à 54,7 millions de dollars, comparativement à 46,6 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion tient principalement des produits additionnels attribuables à la hausse des actifs sous gestion nets découlant de l'obtention de nouveaux mandats de la stratégie Actions mondiales, notamment aux États-Unis et au Canada, ainsi que de la croissance de la division des stratégies de placement privé alternatives conjuguée à un mois de produits découlant de l'acquisition de CGOV.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 2,0 millions de dollars, ou 8 %, pour s'établir à 29,2 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, contre 27,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique avant tout par l'acquisition de CGOV combinée à la hausse des actifs sous gestion découlant de l'obtention de nouveaux mandats aux États-Unis.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont progressé de 5,4 millions de dollars, ou 19 %, au cours du deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, pour se chiffrer à 34,0 millions de dollars, contre 28,6 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette progression découle essentiellement de la prise en compte des produits supplémentaires résultant du Fonds commun Marchés Émergents de Fiera Capital nouvellement créé des suites de l'acquisition du Fonds commun Marchés Émergents de CNR, combinée à la hausse des produits provenant des activités européennes.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance se sont établis à 2,7 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, contre 1,2 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Autres revenus

Les autres revenus ont diminué de 0,1 million de dollars, ou 2 %, pour se chiffrer à 5,6 millions de dollars au deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, contre 5,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable essentiellement à un paiement éventuel comptabilisé au deuxième trimestre de 2017 (le paiement éventuel de 2018 a été comptabilisé au premier trimestre de 2018), compensé en partie par d'autres produits additionnels tirés des stratégies de placement privé alternatives. À compter du quatrième trimestre de 2017, la Société a adopté une stratégie consistant à couvrir les produits estimatifs sur douze mois libellés en dollars américains. Cette stratégie de couverture a entraîné une perte de 1,3 million de dollars au deuxième trimestre de 2018.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos les 30 juin 2018 et 2017, respectivement.



Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, les produits ont augmenté de 6,2 millions de dollars, ou 5 %, pour se fixer à 126,2 millions de dollars, comparativement à 120,0 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2018. Cette hausse des produits s'explique surtout par l'augmentation des honoraires de gestion, plus précisément dans les secteurs des Marchés institutionnels et de la Gestion privée, ainsi que par la croissance des stratégies de placement privé alternatives combinée aux produits additionnels découlant de l'acquisition de CGOV.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont progressé de 5,7 millions de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 117,9 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, contre 112,2 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2018. La répartition des honoraires de gestion par catégorie de clientèle se détaille comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 3,8 millions de dollars, ou 8 %, pour s'établir à 54,7 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, contre 50,9 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2018. L'augmentation séquentielle tient surtout à la croissance interne provenant des stratégies de placement privé alternatives combinée aux nouveaux mandats aux États-Unis et aux produits additionnels découlant de l'acquisition de CGOV.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée ont progressé de 1,9 million de dollars, ou 7 %, pour s'établir à 29,2 millions de dollars au deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, par rapport à 27,3 millions de dollars au trimestre précédent clos le 31 mars 2018, cette progression étant principalement attribuable aux produits additionnels découlant de l'acquisition de CGOV, combinés à la croissance interne aux États-Unis.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs sont demeurés stables à 34,0 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance se sont chiffrés à 2,7 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, contre 1,5 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2018.

Autres revenus

Les autres revenus ont connu une diminution de 0,7 million de dollars, ou 11 % pour atteindre 5,6 millions de dollars au deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, contre 6,3 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2018. La diminution tient essentiellement d'un paiement éventuel comptabilisé au trimestre précédent, contrebalancé en partie par d'autres revenus additionnels émanant des stratégies de placement privé alternatives.

Tableau 7 – Produits – Variations depuis l'ouverture de l'exercice (en milliers de dollars)

	SEMESTRES CLOS		VARIATION
	LE 30 JUIN 2018	LE 30 JUIN 2017	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	105 551	89 144	16 407
Gestion privée	56 596	53 963	2 633
Marché des conseillers aux investisseurs	67 981	55 602	12 379
Total des honoraires de gestion	230 128	198 709	31 419
Honoraires de performance – actifs traditionnels	4 237	1 736	2 501
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	(117)	(2)	(115)
Total des honoraires de performance	4 120	1 734	2 386
Autres revenus	11 965	9 480	2 485
Total des produits	246 213	209 923	36 290

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les produits ont progressé de 36,3 millions de dollars, ou 17 %, pour se fixer à 246,2 millions de dollars, comparativement à 209,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable à la croissance interne émanant principalement du secteur Marchés institutionnels, ainsi qu'à la croissance des stratégies de placement privé alternatives combinées aux produits additionnels découlant de l'acquisition du Fonds Marchés Émergents de CNR, et de la récente acquisition de CGOV.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont progressé de 31,4 millions de dollars, ou 16 %, pour s'établir à 230,1 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018, contre 198,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des honoraires de gestion et de l'augmentation par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 16,4 millions de dollars, ou 18 %, pour s'établir à 105,5 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018, contre 89,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation des frais de gestion est principalement attribuable à la hausse des actifs sous gestion en raison de nouveaux mandats dans les stratégies Actions mondiales et stratégies de placement privé alternatives combinée aux produits additionnels découlant de l'acquisition de CGOV.
- › Les produits tirés de la clientèle de la Gestion privée ont progressé de 2,6 millions de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 56,6 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018, par rapport à 54,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est essentiellement attribuable à une forte appréciation des marchés au cours du dernier semestre, combinée à des produits additionnels découlant de l'acquisition de CGOV.
- › Les produits tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont augmenté de 12,4 millions de dollars, ou 22 %, pour s'élever à 68,0 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018, contre 55,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par des produits additionnels émanant du Fonds commun Marchés Émergents de Fiera Capital nouvellement créé des suites de l'acquisition du Fonds Marchés Émergents de CNR, , combinée à la hausse des produits de Fiera Capital (Europe).

Honoraires de performance

Les honoraires de performance ont totalisé 4,2 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018, contre 1,7 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des honoraires de performance est attribuable aux actifs traditionnels au cours du premier semestre de 2018 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Autres revenus

Les autres revenus ont augmenté de 2,5 millions de dollars, ou 26 %, pour s'élever à 12,0 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018, contre 9,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent essentiellement en raison des stratégies de placement privé alternatives, facteur partiellement contrebalancé par une perte sur les contrats de change visant les produits libellés en dollars américains. À compter du quatrième trimestre de 2017, la Société a adopté une stratégie consistant à couvrir les produits estimatifs sur douze mois libellés en dollars américains. Cette stratégie de couverture a entraîné une perte de 2,7 millions de dollars au premier semestre de 2018.

Frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont monté de 11,8 millions de dollars, ou 14 %, pour s'établir à 99,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2018, contre 87,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse des coûts est surtout imputable à une augmentation de la rémunération variable liée aux ententes de rémunération fondée sur des actions et de la trésorerie à long terme conclues avec des professionnels importants du secteur des placements visant à garantir la croissance constante des produits et des stratégies de placement et à y contribuer, combinée au volume plus élevé découlant de la prise en compte des activités de la croissance et de l'expansion de la Société.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont augmenté de 1,7 million de dollars, ou 2 %, pour se chiffrer à 99,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2018, contre 97,9 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2018. Cette hausse est principalement attribuable à la hausse des volumes découlant de la croissance et de l'expansion de la Société.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

Les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté de 31,7 millions de dollars, ou 19 %, pour se chiffrer à 197,5 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018, contre 165,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation des coûts est imputable au volume accru d'opérations à la suite de la croissance et de l'expansion de la Société à l'échelle mondiale ainsi qu'à des hausses de la rémunération variable liée aux ententes de rémunération fondée sur des actions et de la trésorerie à long terme conclues avec des professionnels importants du secteur des placements visant à garantir la croissance constante des produits et des stratégies de placement et à y contribuer.

Dotation aux amortissements

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles a été stable au deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, se chiffrant à 1,0 million de dollars, contre 1,0 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est demeuré stable, à 10,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, contre 10,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles est demeuré stable, à 1,0 million de dollars, pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, comparativement à celui du trimestre précédent clos le 31 mars 2018.

L'amortissement des immobilisations incorporelles a augmenté de 0,5 million de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 10,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 10,0 millions de dollars au trimestre précédent clos le 31 mars 2018. Cette augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de CGOV.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

L'amortissement des immobilisations corporelles s'est établi à 2,0 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018, représentant une hausse de 0,1 million de dollars, ou 4 %, contre 1,9 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles a diminué de 1,3 million de dollars, ou 6 %, pour s'établir à 20,5 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 21,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution découle essentiellement de la finalisation de la comptabilisation des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Fiera Capital (Europe).

Pour obtenir de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés audités pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, qui présente le détail de l'acquisition des immobilisations incorporelles découlant des acquisitions d'entreprises.

Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont augmenté de 3,3 millions de dollars, ou plus de 100 %, pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, pour se fixer à 5,1 millions de dollars, contre 1,8 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de la charge d'intérêts sur les débetures convertibles, combinée à un profit moindre découlant de la stratégie de la Société qui s'articule autour de l'échange du taux d'intérêt variable applicable à une tranche de sa dette contre un taux d'intérêt fixe.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières se sont établis à 5,1 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, pour une hausse de 0,3 million de dollars ou 6 %, contre 4,8 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2018. La hausse tient essentiellement à la hausse de la dette contractée pour financer les récentes acquisitions.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont augmenté de 5,8 millions de dollars, ou plus de 100 %, pour le semestre clos le 30 juin 2018, pour se fixer à 9,8 millions de dollars, contre 2,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de la charge d'intérêts sur les débetures convertibles, combinée à un profit moindre découlant de la stratégie de la Société qui s'articule autour de l'échange du taux d'intérêt variable applicable à une tranche de sa dette contre un taux d'intérêt fixe.

Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Une charge de 5,7 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, en regard d'une charge de 1,3 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout attribuable à l'acquisition des activités de gestion du Fonds commun Marchés Émergents de CNR.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Une charge de 5,7 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, en regard d'une charge de 4,5 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2018. Cette hausse est surtout attribuable à une charge non récurrente liée à l'acquisition de Centria.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

Une charge de 10,2 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le semestre clos le 30 juin 2018, en regard d'une charge de 2,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout attribuable à l'acquisition des activités de gestion du Fonds commun Marchés Émergents de CNR survenu en décembre 2017.

Frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont diminué de 1,6 million de dollars, ou de 25 %, pour s'établir à 4,9 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, contre 6,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement attribuable à la baisse des coûts de restructuration, partiellement contrebalancée par des coûts liés aux acquisitions plus élevés au deuxième trimestre de 2018 comparativement au deuxième trimestre de 2017, notamment l'acquisition de Clearwater Capital Partners et de CGOV Asset Management.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont augmenté de 1,0 million de dollars, ou 24 %, pour s'établir à 4,9 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, contre 3,9 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2018. Cette diminution est essentiellement attribuable aux coûts de restructuration plus élevés au deuxième trimestre de 2018, partiellement compensés par la baisse des coûts liés aux acquisitions, comparativement au trimestre précédent clos le 31 mars 2018.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont diminué de 0,5 million de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 8,8 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018, contre 9,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution des frais d'acquisition, coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts est essentiellement attribuable aux coûts de restructuration et d'intégration moins élevés, partiellement compensés par la hausse des coûts liés aux acquisitions en 2018.

BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le BAIIA ajusté¹⁾ et le BAIIA ajusté par action¹⁾ de la Société pour les trimestres clos les 30 juin 2018 et 2017, ainsi que pour le trimestre clos le 31 mars 2018.

Tableau 8 – BAIIA ajusté¹⁾ (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			SEMESTRES CLOS	
	LE 30 JUIN 2018	LE 31 MARS 2018	LE 30 JUIN 2017	LE 30 JUIN 2018	LE 30 JUIN 2017
Résultat net	(2 215)	(2 093)	504	(4 308)	4 857
BAIIA ¹⁾	15 986	13 654	13 390	29 640	31 818
BAIIA ajusté ¹⁾	32 703	28 839	28 480	61 542	53 679
Par action (de base) ¹⁾	0,35	0,32	0,35	0,67	0,66
Par action (dilué) ¹⁾	0,35	0,32	0,34	0,67	0,64

¹⁾ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 45. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA ajusté a été en hausse de 4,2 millions de dollars, ou 15 %, pour atteindre 32,7 millions de dollars, ou 0,35 \$ par action (de base et dilué), contre 28,5 millions de dollars, ou 0,35 \$ par action (de base) et 0,34 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté du deuxième trimestre clos le 30 juin 2018 a augmenté principalement du fait de la progression des honoraires de gestion découlant de la croissance du marché et de la croissance interne, de la mise en œuvre des stratégies de placement privé alternatives et des produits additionnels tirés du Fonds commun Marchés Émergents de Fiera Capital nouvellement créé des suites de l'acquisition du Fonds commun Marchés Émergents de CNR, ainsi que de l'acquisition récente de CGOV. Cette augmentation a été compensée en partie par une hausse de l'ensemble des charges d'exploitation nécessaires pour soutenir la croissance des activités de la Société et l'expansion de celle-ci.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA ajusté a augmenté de 3,9 millions de dollars, ou 13 %, pour s'établir à 32,7 millions de dollars, soit 0,35 \$ par action (de base et dilué), contre 28,8 millions de dollars, ou 0,32 \$ par action (de base et dilué), au trimestre précédent clos le 31 mars 2018. L'augmentation séquentielle du BAIIA ajusté est principalement attribuable à la hausse des honoraires de gestion découlant de la croissance interne et de l'acquisition de CGOV, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des frais de vente et charges générales et administratives pour soutenir la croissance de la Société.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA ajusté a augmenté de 7,8 millions de dollars, ou 15 %, pour s'établir à 61,5 millions de dollars, soit 0,67 \$ par action (de base et dilué), contre 53,7 millions de dollars, ou 0,66 \$ par action (de base) et 0,64 \$ par action (dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La progression du BAIIA ajusté pour le semestre clos le 30 juin 2018 est avant tout attribuable à une hausse des produits provenant des actifs sous gestion découlant de la croissance interne et des diverses acquisitions par rapport à l'exercice précédent, en partie annulée par une augmentation de la rémunération variable liée aux ententes de rémunération fondée sur des actions et de la trésorerie à long terme conclues avec des professionnels importants du secteur des placements visant à garantir la croissance constante des produits et des stratégies de placement et à y contribuer et par des charges d'exploitation plus élevées nécessaires pour soutenir la croissance des activités de la Société et l'expansion de celle-ci.

Résultat net

Le tableau suivant présente respectivement le résultat net et le résultat net ajusté de la Société pour les trimestres et semestres clos les 30 juin 2018 et 2017, ainsi que pour le trimestre clos le 31 mars 2018.

Tableau 9 – Résultat net et résultat net ajusté¹⁾ (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			SEMESTRES CLOS	
	LE 30 JUIN 2018	LE 31 MARS 2018	LE 30 JUIN 2017	LE 30 JUIN 2018	LE 30 JUIN 2017
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(2 106)	(2 193)	877	(4 299)	5 305
Amortissement des immobilisations corporelles	1 018	947	956	1 965	1 887
Amortissement des immobilisations incorporelles	10 488	10 022	10 900	20 510	21 835
Rémunération fondée sur des actions ¹⁾	6 098	6 745	6 928	12 843	9 601
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ¹⁾	2 389	928	4 851	3 317	5 927
Frais d'acquisition ¹⁾	2 508	3 018	1 659	5 526	3 377
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et taux d'intérêt effectif sur les obligations convertibles ¹⁾	6 058	4 467	1 289	10 525	2 597
Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ¹⁾	2 661	2 590	2 340	5 251	3 571
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	23 792	21 344	25 120	45 136	46 958
Par action (de base)					
Résultat net	(0,02)	(0,02)	0,01	(0,05)	0,07
Résultat net ajusté ¹⁾	0,26	0,24	0,31	0,49	0,58
Par action (dilué)					
Résultat net	(0,02)	(0,02)	0,01	(0,05)	0,06
Résultat net ajusté ¹⁾	0,26	0,24	0,30	0,49	0,56

¹⁾ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 45.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (2,1) millions de dollars, ou (0,02) \$ par action (de base et dilué), contre 0,9 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution du résultat net s'explique par une perte de couverture de change (1,3 million de dollars) liée à la stratégie de couverture de la Société consistant à couvrir douze mois de produits libellés en dollars américains, ainsi que par une charge plus élevée inscrite

pour la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat comptabilisée au deuxième trimestre de 2018, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse de la marge d'exploitation se traduisant par une hausse du BAIIA ajusté au cours du trimestre a été contrebalancée par la hausse des intérêts sur la dette et la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat liées à l'acquisition du Fonds commun Marchés Émergents de CNR et à la hausse de la charge d'impôt sur le résultat.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (2,1) millions de dollars, ou (0,02) \$ par action (de base et dilué), contre (2,2) millions de dollars, ou (0,02) \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2018. La perte nette du trimestre découle principalement d'une amélioration de la marge d'exploitation contrebalancée en partie par une hausse des charges liées à la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat liée à l'acquisition du Fonds commun Marchés Émergents de CNR combinée à la hausse des intérêts sur la dette et de l'impôt sur le résultat.

Résultat net ajusté¹⁾

La Société recourt au résultat net ajusté comme l'une des principales mesures de performance non conformes aux IFRS puisqu'il s'agit d'un excellent indicateur de sa capacité de générer des flux de trésorerie provenant de ses activités principales. Il y a lieu de se reporter à la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* pour obtenir la définition de résultat net ajusté.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 23,8 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué), pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, contre 25,1 millions de dollars, ou 0,31 \$ par action (de base) et 0,30 \$ par action (dilué), pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017. Le trimestre considéré a subi l'incidence défavorable d'une perte de couverture de change de 1,3 million de dollars liée à la stratégie de couverture de la Société consistant à couvrir douze mois de produits libellés en dollars américains. Le résultat net ajusté pour le trimestre clos le 30 juin 2018 comprend la perte nette ajustée, 17,6 millions de dollars, ou 0,19 \$ par action (de base et dilué), ainsi que des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts de 8,3 millions de dollars, ou 0,09 \$ par action (de base et dilué), compte tenu de l'impôt sur le résultat, ainsi que de la charge inscrite pour la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, et de la désactualisation liée à l'intérêt sur les obligations convertibles.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, la Société a comptabilisé un résultat net ajusté de 23,8 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué), soit une augmentation de 2,5 millions de dollars par rapport à celui inscrit pour le trimestre précédent clos le 31 mars 2018, qui s'était établi à 21,3 millions de dollars, ou 0,24 \$ par action (de base et dilué). Cette hausse s'explique en grande partie par une hausse des produits imputable à la hausse des honoraires de gestion, contrebalancée en partie par une augmentation des charges d'exploitation.

¹⁾ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 45.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, la Société a comptabilisé un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 45,1 millions de dollars, ou 0,49 \$ par action (de base et dilué), par rapport à 47,0 millions de dollars ou 0,58 \$ par action (de base) et 0,56 \$ par action (dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le premier semestre a subi l'incidence défavorable d'une perte de couverture de change de 2,7 millions de dollars liée à la stratégie de couverture de la Société consistant à couvrir douze mois de produits libellés en dollars américains. Le résultat net ajusté pour le semestre clos le 30 juin 2018 comprend la perte nette ajustée d'un montant de 35,3 millions de dollars, ou 0,39 \$ par action (de base et dilué), ainsi que des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts de 14,1 millions de dollars, ou 0,15 \$ par action (de base et dilué), compte tenu de l'impôt sur le résultat, ainsi que de la charge inscrite pour la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et pour la désactualisation liée à l'intérêt effectif sur les obligations convertibles.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté¹⁾, la marge du BAIIA ajusté¹⁾ et le résultat net de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres, ainsi que pour les 12 derniers mois.

Tableau 10 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et les données par action)

	12 derniers mois ²⁾	T2 30 juin 2018	T1 31 mars 2018	T4 31 déc. 2017	T3 30 sept. 2017	T2 30 juin 2017	T1 31 mars 2017	T4 31 déc. 2016	T3 30 sept. 2016
Actifs sous gestion	130 663	139 389	131 360	128 901	123 003	125 658	122 063	116 925	112 465
Total des produits	495 386	126 232	119 981	142 046	107 127	109 349	100 574	120 968	81 909
BAIIA ajusté ¹⁾	124 618	32 703	28 839	36 056	27 020	28 480	25 199	41 599	25 931
Marge du BAIIA ajusté ¹⁾	25,2 %	25,9 %	24,0 %	25,4 %	25,2 %	26,0 %	25,1 %	34,4 %	31,7 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	1 067	(2 106)	(2 193)	763	4 603	877	4 428	5 203	393
PAR ACTION (DE BASE)									
BAIIA ajusté ¹⁾	1,43	0,35	0,32	0,43	0,33	0,35	0,31	0,52	0,33
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,03	(0,02)	(0,02)	0,01	0,06	0,01	0,05	0,07	0,01
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹⁾	1,13	0,26	0,24	0,35	0,28	0,31	0,27	0,39	0,26
PAR ACTION (DILUÉ)									
BAIIA ajusté ¹⁾	1,42	0,35	0,32	0,43	0,32	0,34	0,30	0,51	0,33
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,02	(0,02)	(0,02)	0,01	0,05	0,01	0,05	0,06	0,01
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹⁾	1,12	0,26	0,24	0,35	0,27	0,30	0,26	0,38	0,25

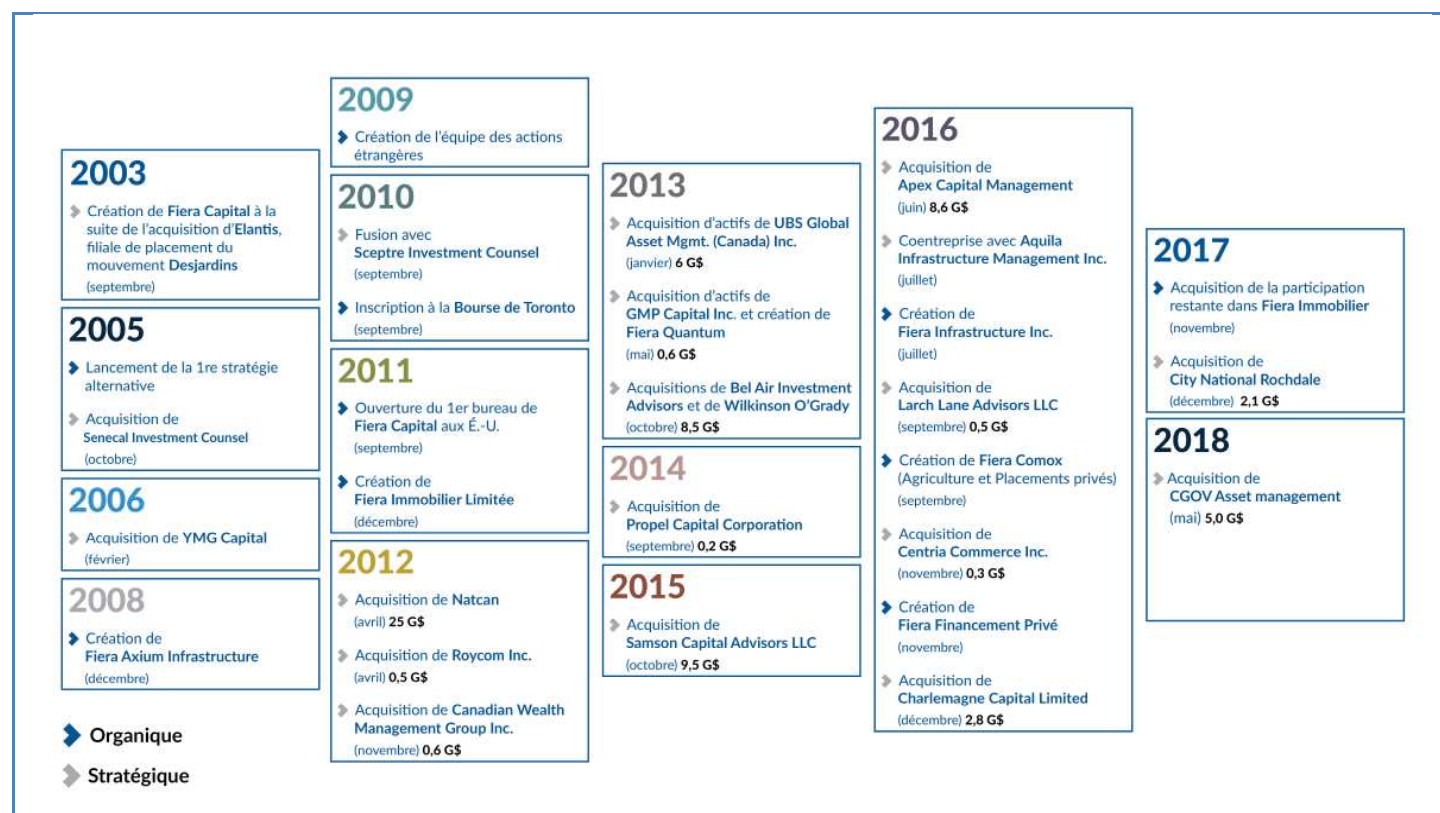
¹⁾ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS*, à la page 45.

²⁾ Les actifs sous gestion des 12 derniers mois représentent la moyenne des actifs sous gestion des quatre derniers trimestres.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Évolution de la Société

Le diagramme suivant présente les initiatives clés, notamment la croissance interne et les acquisitions d'entreprises en termes d'actifs sous gestion, dans l'évolution de la Société depuis sa création.



SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Flux de trésorerie

L'un des principaux objectifs financiers de la Société est de continuer à générer des flux de trésorerie à partir des activités d'exploitation supérieures aux versements de dividendes, aux rachats d'actions, aux dépenses d'investissement et aux charges d'exploitation courantes. En plus des charges d'exploitation, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, aux remboursements sur la dette, aux dépenses d'investissement, aux acquisitions d'entreprises et aux rachats d'actions.

Le tableau suivant présente un complément d'information sur les flux de trésorerie de Fiera Capital.

Tableau 11 – Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	SEMESTRES CLOS	
	LE 30 JUIN 2018	LE 30 JUIN 2017
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	14 986	26 077
(Sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	(60 185)	(4 082)
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités de financement	40 244	(28 898)
Diminution nette de la trésorerie	(4 955)	(6 903)
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	1 971	(995)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	41 079	40 110
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	38 095	32 212

Activités depuis le début de l'exercice

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 15,0 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018. Ce montant découle principalement des entrées de trésorerie de 44,7 millions de dollars liées au résultat net ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, de la rémunération fondée sur des actions, de la désactualisation des obligations au titre du prix d'achat, des intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières, de la charge d'impôt sur le résultat et de l'impôt sur le résultat payé, facteurs contrebalancés en partie par les variations négatives des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 31,3 millions de dollars (voir la note 14 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du semestre clos le 30 juin 2018)

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 60,2 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018, en raison essentiellement de 54,4 millions de dollars liés à l'acquisition de CGOV, combinées à des sorties de trésorerie de 5,5 millions de dollars liées au paiement des ajustements et des obligations au titre du prix d'achat, de 0,8 million de dollars pour l'achat d'immobilisations corporelles au cours de la période, en partie contrebalancées par des entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement de 0,6 million de dollars.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 40,2 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018, en raison principalement de la hausse de 83,0 millions de dollars, combinée à l'émission d'actions de 2,7 millions de dollars, en partie contrebalancée par des paiements de dividendes de 34,5 millions de dollars, des paiements de 12,1 millions de dollars d'intérêts sur la dette à long terme et des charges de financement au cours de la période.

Enfin, l'incidence positive des fluctuations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères se chiffrait à 2,0 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018.

Comparaison des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 15,0 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à des entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation de 26,1 millions de dollars pour l'exercice précédent. L'écart découle principalement de l'incidence négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 24,4 millions de dollars, en partie contrebalancée par la hausse du BAIIA ajusté d'un exercice à l'autre de 7,9 millions de dollars, tel qu'il est décrit à la rubrique *BAIIA ajusté*.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 60,2 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018, en regard de 4,1 millions de dollars pour l'exercice précédent. L'écart s'explique surtout par les sorties de trésorerie liées à la hausse des sorties de trésorerie liées aux activités d'acquisition (53,4 millions de dollars), combinées à la hausse des sorties de trésorerie nécessaires pour le règlement de l'ajustement et les obligations au titre du prix d'achat de 2,1 millions de dollars et à la baisse des entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement de 4,2 millions de dollars.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 40,2 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018, alors que des sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement de 28,9 millions de dollars avaient été comptabilisées pour l'exercice précédent. L'écart d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable à l'augmentation de la dette à long terme de 82,9 millions de dollars en 2018, comparativement à une hausse de 7,4 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, combinée à l'émission du capital social de 2,7 millions de dollars au semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 1,4 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces hausses des entrées de trésorerie liées aux activités de financement ont été contrebalancées en partie par des versements de dividendes de 6,5 millions de dollars et par la hausse des charges de financement de 2,2 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2018 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Enfin, l'incidence des variations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères a eu une incidence favorable de 2,0 millions de dollars sur les flux de trésorerie de la Société pour le semestre clos le 30 juin 2018, contre une incidence défavorable de 1,0 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Dette à long terme

Tableau 12 – Facilité de crédit (en milliers de dollars)

	30 JUIN 2018	31 MARS 2018
Facilité de crédit		
Facilité à terme	389 216	156 813
Facilité renouvelable	–	136 725
Autre facilité	1 257	1 585
Charges de financement différées	(2 491)	(1 352)
	387 982	293 771
Moins la partie courante	647	1 354
Partie non courante	387 335	292 417

Facilité de crédit

Le 28 mai 2018, la Société a conclu la cinquième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit ») avec un consortium de prêteurs constitué de banques canadiennes. La facilité est utilisée aux fins générales de l'entreprise. Elle

est constituée d'une facilité de crédit renouvelable non garantie de 600 millions de dollars canadiens (la « facilité ») de laquelle la Société peut prélever des sommes en dollars canadiens ou américains, selon son gré.

Aux termes de l'entente de crédit, aucun versement minimal n'est prévu jusqu'au 30 juin 2022, date à laquelle le montant prélevé sur la facilité à terme est remboursable intégralement. En tout temps, sous réserve de certaines conditions, la Société peut demander une augmentation de la limite maximale disponible aux termes de la facilité de 200 millions de dollars canadiens, sous réserve de l'acceptation des prêteurs individuels constituant le consortium bancaire. L'entente de crédit permet le report de la date d'échéance de la facilité un an à la fois, à la demande de la Société et sous réserve de l'acceptation d'un groupe de prêteurs au sein du consortium bancaire dont les engagements totalisent plus de 66 2/3 %, et ce, sous réserve de certaines modalités.

La facilité porte intérêt à taux variable, payable mensuellement, en fonction de la monnaie dans laquelle la somme est prélevée et comprend un écart de taux fondé sur le ratio trimestriel de la dette à long terme sur le BAIIA défini dans l'entente de crédit. Le taux d'intérêt est fondé sur le taux préférentiel canadien majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 % ou, au gré de la Société, pour les montants prélevés en dollars américains, sur le taux de base des États-Unis majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 % ou sur le TIOL majoré d'un écart se situant entre 1,0 % et 2,5 %.

Avant le 28 mai 2018, la quatrième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit précédente ») comprenait une facilité de crédit à terme (non renouvelable) de 125 millions de dollars américains et une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 350 millions de dollars canadiens pouvant être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains.

Selon les modalités de l'entente de crédit précédente, aucun versement minimal n'était prévu sur la facilité à terme jusqu'au 31 mai 2019, et sur la facilité de crédit renouvelable jusqu'au 25 mars 2020, dates auxquelles les montants prélevés sont remboursables intégralement. Le 28 mai 2018, la facilité de crédit à terme a été résiliée et les soldes prélevés à cette date ont été convertis et transférés dans la facilité de crédit renouvelable.

Aucun changement n'a été apporté aux taux d'intérêt applicables sur la facilité de crédit précédente. Au 30 juin 2018, le montant total prélevé sur la facilité comprenait des montants de 71,360 millions de dollars canadiens et de 241,385 millions de dollars américains (317,856 millions de dollars canadiens) (74 millions de dollars canadiens et de 50 millions de dollars américains (62,725 millions de dollars canadiens) sur la facilité de crédit renouvelable, et 125 millions de dollars américains (156,813 millions de dollars canadiens) sur la facilité à terme conformément à l'entente de crédit précédente au 31 décembre 2017.

La renégociation de l'entente de crédit a été traitée à titre de modification aux termes de l'IFRS 9, *Instruments financiers* et les frais de transaction de 1,466 million de dollars liés à la facilité et de 1,034 million de dollars liés à l'entente de crédit précédente ont été incorporés à la facilité à titre de dette à long terme dans l'état consolidé de la situation financière.

Selon les modalités de l'entente de crédit et de l'entente de crédit précédente, la Société doit respecter certaines clauses restrictives, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Ces restrictions visent le maintien d'un ratio maximum de la dette à long terme sur le BAIIA et d'un ratio minimum de couverture des intérêts comme défini dans l'entente de crédit et l'entente de crédit précédente. Le BAIIA, mesure financière non conforme aux IFRS, comprend le résultat consolidé avant les intérêts, l'impôt sur le résultat, les amortissements et d'autres éléments hors trésorerie et ne comprend pas les éléments extraordinaires et inhabituels, y compris les éléments non récurrents et certaines obligations au titre du prix d'achat, ainsi que certains autres ajustements soulignés dans l'entente de crédit. Au 30 juin 2018, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives relatives à l'entente de crédit. L'entente de crédit contient également des clauses restrictives qui limitent la capacité de la Société et de certaines de ses filiales définies précisément dans l'entente de crédit comme étant les emprunteurs et, par conséquent, les garants de la facilité, à effectuer certains types

de transactions et ainsi impose certaines restrictions sur le plan de l'exploitation et de nature financière à l'égard de ces entités. Les ratios financiers aux termes de l'entente de crédit précédente ont été atteints le 31 décembre 2017.

Autres facilités

Au 30 juin 2018, l'une des filiales de la Société a un emprunt bancaire en cours de 0,493 million de dollars à l'égard duquel des versements trimestriels de 0,131 million de dollars canadiens sont requis (respectivement 0,756 million de dollars et 0,131 million de dollars canadiens au 31 décembre 2017). L'emprunt porte intérêt au taux préférentiel majoré d'un taux se situant entre 0,25 % et 1,25 % qui s'applique en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA (mesure financière non conforme aux IFRS définie dans la convention d'emprunt) et il vient à échéance le 30 juin 2019. Toutes les exigences portant sur les clauses restrictives de la dette étaient respectées au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017. En mars 2017, cette filiale a modifié son entente de crédit pour y inclure une facilité de crédit-bail. Au 30 juin 2018, l'encours de ce prêt s'établit à un montant de 0,764 million de dollars canadiens, et des mensualités de 0,015 million de dollars canadiens sont exigées. Au 30 juin 2018, les parties courante et non courante de l'emprunt se sont établies à 0,153 million de dollars et à 0,610 million de dollars, respectivement. Cette filiale dispose également d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,750 million de dollars canadiens portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 % à 1,25 % qui s'applique en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA sans date d'échéance fixe. Au 30 juin 2018, la filiale n'avait prélevé aucun montant sur sa ligne de crédit (néant au 31 décembre 2017).

Une autre filiale de la Société dispose d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,950 million de dollars canadiens portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,50 %, sans date d'échéance fixe. Au 30 juin 2018, la filiale n'avait prélevé aucun montant sur la ligne de crédit (néant au 31 décembre 2017).

Débtures convertibles

Tableau 13 – Débtures convertibles (en milliers de dollars)

	AU 30 JUIN 2018	AU 31 DÉCEMBRE 2017
	\$	\$
Valeur nominale	86 250	86 250
Moins :		
Frais d'émission ¹⁾	(4 168)	(4 269)
Composante capitaux propres (déduction faite des frais d'émission de 237 \$)	(4 555)	(4 555)
Charge de désactualisation cumulée sur la composante capitaux propres	691	35
Solde à la clôture de l'exercice	78 218	77 461

¹⁾ Au cours du trimestre clos le 30 juin 2018, la Société a révisé les frais d'émission et le taux d'intérêt effectif pour rendre compte des écarts entre les frais d'émission estimatifs à la date d'émission des débtures convertibles non garanties et les factures ultérieurement reçues.

Le 21 décembre 2017, la Société a émis 86 250 débetures convertibles non garanties à 5 %, échéant le 23 juin 2023, les intérêts devant être payés deux fois par année à terme échu, le 30 juin et le 31 décembre de chaque année, à compter du 30 juin 2018, pour un produit brut de 86,250 millions de dollars canadiens. Les débetures convertibles peuvent être converties au gré du porteur à un prix de conversion de 18,85 \$ par action de catégorie A à droit de vote subalterne (les « actions de catégorie A »). Les débetures convertibles ne sont pas remboursables par la Société avant le 30 juin 2021. La Société peut rembourser les débetures convertibles à un prix de 0,001 million de dollars par débeture convertible, majoré des intérêts courus et impayés, à compter du 30 juin 2021 et avant le 30 juin 2022 (pourvu que le cours moyen pondéré des actions de catégorie A à la TSX ne soit pas inférieur à 125 % du prix de conversion de 18,85 \$ par action au cours des 20 jours de bourse consécutifs se terminant 5 jours avant la date à laquelle l'avis de remboursement est donné). À compter du 30 juin 2022, mais avant la date d'échéance, la Société peut rembourser les débetures, moyennant un préavis d'au plus 60 jours et d'au moins 30 jours, à un prix de 0,001 million de dollars par débeture convertible, majoré des intérêts courus et impayés.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2018, un montant de 2,274 millions de dollars a été versé, représentant les intérêts courus à compter de la date d'émission des débetures convertibles non garanties le 30 juin 2018.

Obligations contractuelles et passifs éventuels

Obligations contractuelles

Au 30 juin 2018, la Société n'avait aucune autre obligation contractuelle que celles décrites à la rubrique *Obligations contractuelles* du rapport de gestion de l'exercice 2017.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des activités, la Société et ses filiales peuvent faire l'objet de réclamations en lien avec ses activités et ses employés. L'issue éventuelle de telles réclamations en cours auprès de la Société ne peut être déterminée à l'heure actuelle. La Société a l'intention de se défendre contre de telles actions en justice, et la direction estime que leur résolution n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière de la Société.

Arrangements hors bilan

Au 30 juin 2018, Fiera Capital n'avait conclu aucun arrangement hors bilan, y compris une garantie ou un dérivé, hormis avec des entités à détenteurs de droits variables. La Société ne s'attend pas pour l'heure à conclure de telles ententes.

Capital social

Au 30 juin 2018, la Société avait 76 200 754 actions de catégorie A et 19 412 401 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 95 613 155 actions en circulation, contre 62 440 214 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et 19 790 625 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 82 230 839 actions en circulation au 30 juin 2017.

Paiements fondés sur des actions

Régime d'options sur actions

Un sommaire des changements qui se sont produits dans le régime d'options sur actions de la Société au cours des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017 est présenté ci-après :

Tableau 14 – Transactions sur options

	2018		2017	
	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
En circulation à l'ouverture de la période	4 183 852	11,86	2 799 345	10,25
Attributions	20 000	11,23	347 000	13,64
Exercices	(336 606)	8,06	(180 121)	7,96
Renoncations	(110 252)	13,63	(20 645)	13,44
En circulation à la clôture de la période	3 756 994	12,15	2 945 579	10,76
Options exerçables à la clôture de la période	598 615	8,15	989 901	7,73

Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Les UAD équivalent à une action de catégorie A de la Société. La Société a comptabilisé une charge (recouvrement) de 0,018 million de dollars et de (0,013) million de dollars aux termes de ce régime au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018, respectivement (0,006 million de dollars et 0,021 million de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, respectivement). Au 30 juin 2018, la Société avait inscrit un passif de 0,192 million de dollars pour les 16 277 unités en circulation aux termes du régime d'UAD (0,205 million de dollars pour les 15 767 unités au 31 décembre 2017).

Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (« UAR »)

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR de la Société au cours des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017.

Tableau 15 – Transactions sur les UAR

	2018	2017
En circulation à l'ouverture de la période	608 635	456 303
Réinvestissements au lieu de versements de dividendes	14 111	10 311
Acquisitions de droits	(248 694)	(70 996)
En circulation à la clôture de la période	374 052	395 618

Les UAR équivalent à une action de catégorie A de la Société. La Société a respectivement comptabilisé une charge de 1,039 million de dollars et de 2,041 millions de dollars à l'égard de ces attributions au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018, respectivement (3,873 millions de dollars et 4,633 millions de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, respectivement). Au cours du semestre clos le 30 juin 2018, 201 442 actions de catégorie A ont été émises en règlement des UAR dont les droits ont été acquis, et un montant de 0,585 million de dollars a été versé en

trésorerie. Au 30 juin 2018, la Société avait un passif s'élevant à 2,201 millions de dollars pour les 374 052 unités en circulation aux termes du régime d'UAR (3,075 millions de dollars pour les 608 635 unités au 31 décembre 2017).

Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions à règlement en trésorerie (« UAR en trésorerie »)

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR réglées en trésorerie de la Société au cours des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017.

Tableau 16 – Transactions sur les UAR en trésorerie

	2018	2017
En circulation à l'ouverture de la période	504 380	316 133
Attribuées	76 873	128 521
Réinvestissements au lieu de versements de dividendes	17 165	9 350
Acquisitions de droits	(9 917)	–
En circulation à la clôture de la période	588 501	454 004

Les UAR en trésorerie équivalent à une action de catégorie A de la Société. La Société a comptabilisé une charge de 0,630 million de dollars et de 0,817 million de dollars à l'égard de ces attributions au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018, respectivement (0,490 million de dollars et 0,934 million de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, respectivement). Au cours du semestre clos le 30 juin 2018, 9 917 unités dont les droits ont été acquis (néant en 2017) ont été attribuées et un montant de 0,391 million de dollars a été payé en règlement de ces unités. Au 30 juin 2018, la Société avait inscrit un passif de 2,864 millions de dollars pour les 588 501 unités en circulation (2,435 millions de dollars pour les 504 380 unités au 31 décembre 2017) aux termes de ce régime d'UAR.

Régime d'actions assujetties à des restrictions

La Société a comptabilisé une charge de 0,088 million de dollars et de 0,172 million de dollars au titre du régime d'actions assujetties à des restrictions pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, respectivement (0,184 million de dollars et 0,362 million de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, respectivement).

Régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR »)

Régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation

Au cours des trimestres et semestres clos les 30 juin 2018 et 2017, la Société a comptabilisé la charge suivante relativement au régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation :

Tableau 17 – Transactions aux termes du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation (en milliers de dollars)

	POUR LE TRIMESTRE CLOS		POUR LE SEMESTRE CLOS	
	LE 30 JUIN 2018	LE 30 JUIN 2017	LE 30 JUIN 2018	LE 30 JUIN 2017
Attributions réglées en titres de capitaux propres	854	1 782	3 690	2 605
Attributions réglées en trésorerie	1 595	–	3 692	–
Total des charges	2 449	1 782	7 382	2 605

Au cours du semestre clos le 30 juin 2018, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UALR de la Société applicables aux unités d'exploitation s'est établie à 6,575 millions de dollars et à aucune UALR applicable aux unités d'exploitation dont les droits ont été acquis au cours de la période. Un total de 407 978 actions de catégorie A ont été émises au cours du semestre clos le 30 juin 2018 en règlement des UALR applicables aux unités d'exploitation dont les droits ont été acquis en 2017.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UALR de la Société applicables aux unités d'exploitation s'est établie à 6,566 millions de dollars et aucune UALR applicable aux unités d'exploitation dont les droits ont été acquis au cours de la période. Un total de 730 285 actions de catégorie A ont été émises au cours du semestre clos le 30 juin 2017 en règlement des UALR applicables aux unités d'exploitation dont les droits ont été acquis en 2016.

Régime d'UALR

Les UALR en trésorerie équivalent à une action de catégorie A de la Société. Au cours des trimestres et semestres clos les 30 juin 2018 et 2017, la Société a comptabilisé la charge suivante relativement aux régimes d'UALR :

Tableau 18 – Transactions sur les UALR (en milliers de dollars)

	POUR LE TRIMESTRE CLOS		POUR LE SEMESTRE CLOS	
	LE 30 JUIN 2018	LE 30 JUIN 2017	LE 30 JUIN 2018	LE 30 JUIN 2017
Attributions réglées en titres de capitaux propres	646	–	658	–
Attributions réglées en trésorerie	577	324	642	732
Total des charges	1 223	324	1 300	732

Au cours du semestre clos le 30 juin 2018, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UALR de la Société s'est établie à 4,398 millions de dollars et aucune UALR dont les droits ont été acquis au cours de la période. Un total de 19 819 actions de catégorie A seront émises au cours du semestre clos le 30 juin 2018 en règlement des UALR dont les droits ont été acquis en 2017.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UARL de la Société s'est établie à 1,2 million de dollars et aucune UARL dont les droits ont été acquis n'a été attribuée au cours de la période. Un total de 73 030 actions de catégorie A ont été émises au cours du semestre clos le 30 juin 2017 en règlement des UARL dont les droits ont été acquis en 2016 et un montant de 0,475 million de dollars a été versé en trésorerie.

Régime de droits à l'appréciation des unités applicable aux unités d'exploitation

En 2018, la Société a modifié le régime d'UARL applicable aux unités d'exploitation pour y inclure un régime de droits à l'appréciation des unités applicable aux unités d'exploitation. Aux termes de ce régime, les employés admissibles peuvent recevoir une action de catégorie A de la Société pour un montant équivalent à l'écart entre la valeur de l'entreprise par unité à la date d'acquisition des droits et le prix d'exercice établi à la date d'attribution. La Société a comptabilisé une charge de 0,123 million de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018.

Régimes d'options établis par les filiales de la Société

L'une des filiales de la Société maintient un régime d'options sur actions fondé sur les actions de la filiale respective. Ce régime est comptabilisé comme un régime réglé en trésorerie. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, le régime d'options sur actions d'une autre filiale a été abandonné. La charge liée aux options sur actions des filiales de la Société inscrite dans les états consolidés du résultat net du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018 s'est établie à 0,765 million de dollars et à 1,006 million de dollars, respectivement (0,406 million de dollars et 0,575 million de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017). Le passif dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie se chiffrait à 3,045 millions de dollars, montant présenté dans les états de la situation financière au 30 juin 2018 (2,039 millions de dollars au 31 décembre 2017).

Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal des activités, la Société effectue des transactions avec des parties liées, dont deux sont des actionnaires liés, ou avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

Un des actionnaires liés a une influence significative à l'égard de la Société. Selon les modalités d'une convention, cet actionnaire lié a le droit de nommer deux des quatre administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie A peuvent élire, à condition qu'il détienne directement ou indirectement au moins 20 % des actions de catégorie A et B, collectivement, sur une base non diluée. À la suite de la conclusion du placement par prise ferme comprenant des débentures convertibles non garanties (note 10) et une émission d'actions de catégorie A le 21 décembre 2017 et des transactions des actionnaires subséquentes, la propriété réelle de la partie liée s'établissait à environ 19,4 % des actions émises et en circulation de la Société (21,0 % au 30 juin 2017) et, par conséquent, la partie liée n'a plus le droit de nommer deux des administrateurs de la Société. Cet actionnaire lié est le promoteur principal de la facilité de crédit de la Société et il est la contrepartie à des instruments financiers dérivés présentée comme entité liée dans le tableau plus bas.

Au 30 juin 2018, le deuxième actionnaire lié avait une influence significative à l'égard de la Société puisqu'il détenait indirectement des actions avec droit de vote spécial de catégorie B correspondant à environ 8,0 % des actions émises et en circulation de la Société (8,9 % au 30 juin 2017). Selon les modalités de la convention des actionnaires conclue entre cet actionnaire lié et une entité liée à la Société, l'actionnaire lié a le droit de nommer deux des huit administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie B peuvent élire. Afin de maintenir les droits décrits ci-dessus, l'actionnaire lié doit maintenir un niveau de propriété minimum dans la Société ainsi qu'un niveau minimum déterminé d'actifs sous gestion.

Le tableau qui suit présente les transactions effectuées soit directement avec les deux actionnaires liés, soit avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

Tableau 19 – Transactions entre parties liées (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS		SEMESTRES CLOS	
	LE 30 JUIN 2018	LE 30 JUIN 2017	LE 30 JUIN 2018	LE 30 JUIN 2017
Honoraires de gestion et de performance et autres revenus	10 694	14 256	23 548	25 602
Frais de vente et charges générales et administratives				
Frais de référence	409	410	883	819
Autres	137	93	349	215
Intérêts sur la dette à long terme	3 523	3 932	7 153	7 624
Frais d'acquisition	–	252	–	252
(Profit net) perte nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés inclus dans les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	(660)	4 494	(1 138)	6 404

Les transactions ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées à la valeur d'échange, qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. Les honoraires sont calculés aux prix en vigueur sur le marché et sont réglés selon des modalités commerciales normales.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président du conseil d'administration, président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif, chef de la direction financière globale et président de la division des stratégies de placement privé alternatives, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats, selon la définition que donne à ces termes le *Règlement 52-109*.

Le cadre de contrôle interne de Corporation Fiera Capital (la « Société ») repose sur les critères publiés dans le rapport *Internal Control-Integrated Framework (cadre COSO de 2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO ») et est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, appuyés par la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 30 juin 2018 et ils ont conclu qu'elle était efficace. De plus, aucun changement important n'a été apporté au CIIF au cours du trimestre clos le 30 juin 2018.

Il est à noter qu'en 2019, un nouveau système comptable sera mis en œuvre et des modifications seront apportées au CIIF. Par ailleurs, le chef de la direction et le chef de la direction financière évaluent actuellement l'incidence, sur le CIIF, qu'auront d'autres projets importants en cours liés à des processus clés (en particulier la facturation, les actifs sous gestion, les transactions opérationnelles et la technologie de l'information).

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, appuyés par la direction, s'assureront que ces modifications importantes seront prises en compte dans le CIIF.

INSTRUMENTS FINANCIERS

En raison de ses actifs et passifs financiers, la Société est exposée, à l'égard des instruments financiers qu'elle utilise, aux risques suivants : risque de marché, risque lié à la fluctuation des cours boursiers, risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. Une analyse des risques et de la gestion de ces risques est présentée à la rubrique *Instruments financiers* du rapport de gestion de l'exercice 2017 de la Société. La Société n'a relevé aucun changement important aux facteurs de risque touchant ses activités ni à la gestion de ces risques.

GESTION DU CAPITAL

Le capital de la Société se compose du capital social, des résultats non distribués (du déficit), de la dette à long terme et des débetures convertibles, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par le prêteur. Au 30 juin 2018, la Société et l'une de ses filiales, assujetties à des calculs effectués sur une base non consolidée, tel qu'il est requis par le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*, se sont conformées à leurs calculs respectifs d'excédent du fonds de roulement. La Société et ses filiales se sont conformées à leurs clauses restrictives en vertu des diverses facilités de crédit.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre des actions, ou procéder à l'émission ou au remboursement de titres d'emprunt ou de débetures convertibles.

JUGEMENTS COMPTABLES SIGNIFICATIFS ET INCERTITUDES RELATIVES AUX ESTIMATIONS

Le présent rapport de gestion renvoie aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 30 juin 2018. Un sommaire des jugements comptables significatifs et des incertitudes relatives aux estimations de la Société figure à la note 3 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos le 31 décembre 2017 et 2016. Certaines des méthodes comptables que la Société doit appliquer conformément aux IFRS amènent la direction à poser des jugements et estimations complexes et subjectifs relativement à des questions inhérentes aux incertitudes.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Adoption de nouvelles IFRS

Le 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté les nouvelles normes IFRS suivantes.

IFRS 9, Instruments financiers

L'IFRS 9 a remplacé l'IAS 39, Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation, et a été appliquée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Comme le permet l'IFRS 9, la Société s'est prévaluée de l'exemption de ne pas retraiter l'information comparative dans ses états financiers consolidés en ce qui a trait aux exigences de classement et d'évaluation. L'incidence rétrospective de l'adoption de l'IFRS 9 a été comptabilisée comme un ajustement au solde d'ouverture des résultats non distribués et au cumul des autres éléments du résultat global au 1^{er} janvier 2018.

L'adoption de l'IFRS 9 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société.

Classement et évaluation

L'IFRS 9 conserve les exigences existantes de l'IAS 39 pour le classement et l'évaluation des passifs financiers. Elle élimine toutefois les catégories précédentes de l'IAS 39 pour les actifs financiers, soit détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances et disponibles à la vente.

Aux termes de l'IFRS 9, tous les actifs financiers qui sont des instruments de capitaux propres doivent être comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. Toutefois, au moment de la comptabilisation initiale d'un instrument de capitaux propres détenu à des fins autres que de transaction, la Société peut choisir, de manière irrévocable, de désigner l'instrument comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, sans classement ultérieur dans les profits et les pertes en résultat net. Ce choix est fait isolément pour chaque participation. Les dividendes continueront à être comptabilisés en résultat net. Les instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que de transaction peuvent également être désignés de la sorte au moment de l'adoption de l'IFRS 9. Les instruments financiers dérivés continuent à être évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

En raison de l'application des exigences de classement et d'évaluation de l'IFRS 9 avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2018, la Société a reclassé ses titres de capitaux propres classés comme étant disponibles à la vente aux termes de l'IAS 39 à la juste valeur par le biais du résultat net. La Société a donc reclassé un profit non réalisé de 0,161 million de dollars du cumul des autres éléments du résultat global aux résultats non distribués (déficit).

Dépréciation

L'IFRS 9 remplace le modèle des pertes encourues de l'IAS 39 par un modèle des pertes de crédit attendues. Le nouveau modèle de dépréciation des pertes de crédit attendues s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti, aux actifs sur contrat et aux instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, mais non aux placements dans des instruments de capitaux propres. Aux termes de l'IFRS 9, les pertes de crédit sont comptabilisées plus tôt qu'aux termes de l'IAS 39.

Les actifs financiers de la Société assujettis au nouveau modèle de dépréciation sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et les créances à long terme. La nouvelle directive en matière de dépréciation utilisant un modèle de pertes de crédit attendues n'a pas eu d'incidence significative sur la valeur comptable des débiteurs de la Société ou des créances à long terme puisque les pertes de crédit que la Société a eues étaient négligeables.

Le tableau qui suit présente les catégories d'évaluation initiales selon l'IAS 39 ainsi que les nouvelles catégories d'évaluation selon l'IFRS 9 pour chacun des types d'actifs financiers de la Société au 1^{er} janvier 2018.

Actifs financiers	Classement initial aux termes de l'IAS 39	Nouveau classement aux termes de l'IFRS 9
Trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie soumise à des restrictions	Prêts et créances	Coût amorti
Placements	Disponibles à la vente / juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur par le biais du résultat net
Débiteurs	Prêts et créances	Coût amorti
Créances à long terme ¹⁾	Prêts et créances	Coût amorti
Instruments financiers dérivés	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur par le biais du résultat net

1) Présentées dans les frais différés et autres des états consolidés de la situation financière.

Les actifs financiers ne seront pas reclassés après leur comptabilisation initiale, sauf si la Société remarque des changements de modèle économique dans la gestion des actifs financiers.

Il n'y a eu aucun changement aux classes d'évaluation selon l'IFRS 9 pour les passifs financiers de la Société au 1^{er} janvier 2018 et, par conséquent, les passifs financiers de la Société ne sont pas présentés dans le tableau ci-dessus.

Comptabilité de couverture

L'IASB permet de conserver les exigences actuelles relatives à la comptabilité de couverture aux termes de l'IAS 39 jusqu'à ce qu'elle mène à terme son projet sur la comptabilité de macrocouverture. Tel que le permet l'IASB, la Société a choisi de ne pas adopter les dispositions générales en matière de comptabilité de couverture de l'IFRS 9 et choisit plutôt de continuer à appliquer les dispositions de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*.

La Société a également adopté des modifications aux exigences d'information révisées exigées par l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, ce qui entraînera pour la Société l'ajout d'informations concernant ses stratégies de gestion des risques lorsque la comptabilité de couverture est appliquée dans ses états financiers consolidés pour l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2018.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

L'IFRS 15 a remplacé l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et doit être appliquée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La nouvelle norme apporte des précisions concernant une approche en cinq étapes afin de déterminer comment et à quel moment il y a lieu de comptabiliser les produits et impose de fournir des informations supplémentaires. La Société a réalisé une évaluation détaillée des incidences pour toutes les principales sources de produits dans le cadre de laquelle les contrats ont été passés en revue et les produits comptabilisés par la Société ont été analysés.

L'objectif de l'IFRS 15 est d'établir les principes qu'une entité doit appliquer pour présenter des informations utiles aux utilisateurs des états financiers concernant la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie provenant d'un contrat conclu avec un client.

La Société a choisi d'adopter l'IFRS 15 au moyen de l'approche rétrospective modifiée, ce qui a eu pour effet d'appliquer initialement cette norme à la date de la première application (le 1^{er} janvier 2018). Toutefois, l'adoption de l'IFRS 15 n'a pas eu une incidence significative sur la comptabilisation en cours des produits de la Société ou sur le résultat net et, par conséquent, il n'y a pas eu d'ajustements requis sur les résultats non distribués d'ouverture (déficit) au 1^{er} janvier 2018.

IFRS, interprétations et modifications révisées

Les normes révisées dont il est question ci-après sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Leur adoption n'a pas eu d'incidence significative sur les montants présentés et les informations fournies dans les présents états financiers.

Modifications de l'IFRS 2, Paiement fondé sur des actions

En juin 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Les modifications clarifient la comptabilisation aux termes de la norme des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie qui comprennent une modalité de rendement, le classement des transactions dont le paiement est fondé sur des actions

comportant des caractéristiques de règlement net ainsi que la comptabilisation des modifications des modalités des paiements fondés sur des actions, qui passent d'un règlement en trésorerie à un règlement en titres de capitaux propres.

IFRIC 22, Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

En décembre 2016, l'IASB a publié l'IFRIC 22, *Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée*, afin de préciser le cours de change qui doit être utilisé pour les transactions comportant l'encaissement ou le paiement d'une contrepartie anticipée en monnaie étrangère.

IFRS publiées mais non encore adoptées

La Société n'a pas appliqué les IFRS et interprétations suivantes, qui sont soit nouvelles, soit modifiées, ou qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore obligatoires pour la période close le 30 juin 2018 :

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette norme remplace la norme actuelle de l'IASB pour les contrats de location, soit l'IAS 17, *Contrats de location*, qui exigeait que les preneurs et les bailleurs classent leurs contrats de location comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple et les comptabilisent différemment selon le type de contrat. L'IFRS 16 établit les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation de l'information concernant les contrats de location. L'IFRS 16 propose un modèle comptable unique pour les preneurs, où ceux-ci sont tenus de comptabiliser des actifs et des passifs pour tous les contrats de location de plus de 12 mois, sauf si l'actif sous-jacent est de faible valeur. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié l'IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. Cette interprétation traite de la manière de déterminer le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'impôt en cas d'incertitude relative au traitement fiscal aux termes de l'IAS 12. Cette norme détermine les cas où les traitements fiscaux doivent être analysés collectivement, les hypothèses des examens des autorités fiscales, la détermination du bénéfice imposable (de la perte fiscale), les assiettes fiscales, les pertes fiscales inutilisées, les crédits d'impôt inutilisés et les taux d'impôt ainsi que l'incidence de changements de faits et de circonstances. Cette nouvelle interprétation s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Améliorations annuelles des IFRS (Cycle 2015-2017)

En décembre 2017, l'IASB a publié *Améliorations annuelles des normes IFRS – Cycle 2015-2017*. La prise de position porte sur des modifications apportées aux quatre Normes internationales d'information financière (« IFRS ») découlant du projet d'améliorations annuelles de l'IASB. Les modifications de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, précisent que, lorsqu'une entité obtient le contrôle d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle doit réévaluer les intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise. Les modifications de l'IFRS 11, *Partenariats*, précisent que, lorsqu'une entité obtient le contrôle conjoint d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle ne doit pas réévaluer les intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise. Les modifications de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précisent que toutes les conséquences fiscales des dividendes devraient être comptabilisées en résultat net, quelle que soit l'origine de l'impôt. Les modifications de l'IAS 23, *Coûts d'emprunt*, précisent que si un emprunt spécifique demeure inutilisé après que l'actif connexe soit prêt pour son utilisation ou sa vente prévue, cet emprunt doit être incorporé aux fonds que l'entité emprunte

de manière générale aux fins du calcul du taux de capitalisation des emprunts généraux. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer sa capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement.

Les mesures non conformes aux IFRS, comme leur nom l'indique, ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de l'importante charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires.

La Société définit le **BAIIA** comme étant le résultat net avant intérêts, impôts sur le résultat et amortissements (BAIIA). Le **BAIIA ajusté** correspond au BAIIA, ajusté pour tenir compte des frais d'acquisition, des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la perte réalisée (du profit réalisé) sur les placements, de la perte découlant de la cession de la participation dans des filiales, du profit sur la cession de la participation dans une coentreprise, de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente, de la quote-part du résultat net des coentreprises et des charges de rémunération fondée sur des actions.

La Société estime que le BAIIA et le BAIIA ajusté lui sont utiles en ce qu'ils lui permettent d'évaluer sa performance d'exploitation de base d'une période à l'autre sans les variations causées par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société considère que ses activités d'exploitation de base sont la gestion d'actifs, les conseils en placement et les services connexes. Les coûts liés aux initiatives stratégiques comme les acquisitions d'entreprises, l'intégration d'entreprises acquises et la restructuration ne sont pas considérés comme des coûts de base. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers entre les périodes et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités de base. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas qu'ils sont nécessairement non récurrents.

La Société définit la **marge du BAIIA ajusté** comme étant le ratio du BAIIA ajusté aux produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

Le tableau qui suite présente un rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du BAIIA ajusté par action et de la marge du BAIIA ajusté avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Rapport de gestion Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018

Tableau 20 – Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T2 2018	T1 2018	T4 2017	T3 2017	T2 2017	T1 2017	T4 2016	T3 2016
Résultat net	(2 215)	(2 093)	1 084	4 771	504	4 353	5 245	621
Impôts sur le résultat	1 641	17	5 185	(263)	(797)	32	3 142	200
Amortissement des immobilisations corporelles	1 018	947	964	976	956	931	894	852
Amortissement des immobilisations incorporelles	10 488	10 022	8 778	10 487	10 900	10 935	16 366	10 348
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	5 054	4 761	4 835	2 641	1 827	2 177	5 253	3 337
BAIIA	15 986	13 654	20 846	18 612	13 390	18 428	30 900	15 358
Coûts de restructuration, coûts d'intégration et autres coûts	2 389	928	6 866	2 357	4 851	1 076	805	2 739
Frais d'acquisition	2 508	3 018	1 679	378	1 659	1 718	3 160	2 769
Désactualisation et variation de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat	5 720	4 467	2 879	375	1 289	1 308	1 072	(5 807)
Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements	2	27	(128)	2	(8)	(4)	(548)	(224)
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles et corporelles	–	–	42	480	371	–	–	–
Perte sur la cession de filiales	–	–	–	–	–	–	–	8 307
Rémunération fondée sur des actions	6 098	6 745	3 871	4 816	6 928	2 673	6 210	2 789
BAIIA ajusté	32 703	28 839	36 055	27 020	28 480	25 199	41 599	25 931
PRODUITS	126 232	119 981	142 046	107 127	109 349	100 574	120 968	81 909
Marge du BAIIA ajusté	25,9 %	24,0 %	25,4 %	25,2 %	26,0 %	25,1 %	34,4 %	31,7 %
BAIIA ajusté par action								
De base	0,35	0,32	0,43	0,33	0,35	0,31	0,52	0,33
Dilué	0,35	0,32	0,43	0,32	0,34	0,30	0,51	0,33

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

La Société définit le **résultat net ajusté** comme étant le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté afin de tenir compte de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des éléments de rémunération fondée sur des actions, ainsi que des frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts après impôt, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la désactualisation du taux d'intérêt effectif sur les obligations convertibles, du profit sur la cession de la participation dans une coentreprise après impôt et de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente après impôt, de la perte après impôt découlant de la cession de la participation dans des filiales et d'un profit après impôt sur la réévaluation des obligations au titre du prix d'achat et du profit après impôt sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise de même que de l'incidence de la ratification de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*.

La version modifiée de la définition du résultat net ajusté, laquelle a pris effet le 31 décembre 2017, ne comporte plus d'ajustement pour tenir compte des variations après impôt de la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir la Société contre l'exposition au risque de taux d'intérêt ou au risque de change. Cette modification a été apportée pour comptabiliser le profit ou la perte sur ces instruments financiers dérivés dans le résultat net, selon la nature de l'élément couvert. Les données comparatives portant sur le résultat net ajusté et le résultat net ajusté par action (de base et dilué) ont été retraitées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

Avec prise d'effet au 31 mars 2018, la Société a modifié la définition du résultat net ajusté pour tenir compte de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat. Également, avec prise d'effet au 30 juin 2018, la Société a modifié la définition du résultat net ajusté pour tenir compte de la désactualisation du taux d'intérêt effectif sur les obligations convertibles. La charge de désactualisation ainsi que les profits et les pertes comptabilisés dans la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat découlent des accords portant sur la contrepartie conditionnelle, en général dans le cas de regroupements d'entreprises qui sont considérées comme des activités secondaires. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle est évaluée à chaque date de clôture et elle est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation qui utilisent les flux de trésorerie nets prévus actualisés en fonction de la valeur actualisée. La charge de désactualisation (soit, la charge d'intérêts hors trésorerie) fait passer la valeur actualisée des obligations au titre du prix d'achat à sa valeur future au fil du temps. L'ajustement de la charge de désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat découlant du résultat net ajusté permettent de mieux comparer les résultats financiers entre les périodes lorsque les hypothèses portant sur l'évaluation utilisées par la direction peuvent présenter une certaine volatilité des résultats. Les chiffres comparatifs pour le résultat net ajusté et le résultat net par action (de base et dilué) ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation de la période à l'étude.

La Société estime que le résultat net ajusté lui est utile en ce qu'il lui permet d'évaluer sa performance globale d'une période à l'autre sans la variation causée par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers d'une période à l'autre et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas qu'ils sont nécessairement non récurrents.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat net ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 21 – Rapprochement du résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T2 2018	T1 2018	T4 2017	T3 2017	T2 2017	T1 2017	T4 2016	T3 2016
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(2 106)	(2 193)	763	4 603	877	4 428	5 203	393
Amortissement des immobilisations corporelles	1 018	947	964	976	956	931	894	852
Amortissement des immobilisations incorporelles	10 488	10 022	8 778	10 487	10 900	10 935	16 366	10 348
Rémunération fondée sur des actions ^{*)}	6 098	6 745	3 871	4 816	6 928	2 673	6 210	2 789
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ^{*)}	2 389	928	6 866	2 357	4 851	1 076	805	2 739
Frais d'acquisition ^{*)}	2 508	3 018	1 679	378	1 659	1 718	3 160	2 769
Perte sur la cession de filiales ^{*)}	–	–	–	–	–	–	–	8 307
Désactualisation et variation de la juste valeur ^{*)} de l'obligation au titre du prix d'achat et du taux d'intérêt effectif sur les obligations convertibles ^{*)}	6 058	4 467	2 880	375	1 289	1 308	1 072	(5 807)
Incidence de la loi américaine <i>Tax Cuts and Jobs Act</i> sur l'impôt sur le résultat futur	–	–	6 017	–	–	–	–	–
Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ^{*)}	2 661	2 590	2 580	933	2 340	1 231	2 231	2 402
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	23 792	21 344	29 238	23 059	25 120	21 838	31 479	19 988
Par action – de base								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,02)	(0,02)	0,01	0,06	0,01	0,05	0,07	0,01
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	0,26	0,24	0,35	0,28	0,31	0,27	0,39	0,26
Par action – dilué								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,02)	(0,02)	0,01	0,06	0,01	0,05	0,06	0,01
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	0,26	0,24	0,35	0,27	0,30	0,26	0,38	0,25

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

FACTEURS DE RISQUE

Les activités de Fiera Capital sont exposées à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent se répercuter sur sa performance financière et d'exploitation. Ces facteurs de risque et la gestion qui en est faite sont présentés plus en détail dans le rapport de gestion pour l'exercice 2017 de la Société, sous la rubrique *Facteurs de risque*. La Société n'a pas observé de changements importants dans ces facteurs de risque qui pourraient se répercuter sur ses activités ou la gestion de ces risques.



FIERACAPITAL